



Portraits Croisés

Analyse locale des dynamiques de conflit et de résilience dans les cercles d'Ansongo, Bourem et Gao

Région de Gao, Mali

Novembre 2018

Grâce au soutien du

Canada

Portraits Croisés

Analyse locale des dynamiques de conflit et de résilience dans les cercles d'Ansongo, Bourem et Gao

Région de Gao, Mali

Novembre 2018

Grâce au soutien du

**Canada**

Le présent rapport a été réalisé par une équipe pluridisciplinaire de chercheurs et chercheuses de l'Institut Malien de Recherche-Action pour la Paix (IMRAP), sous la supervision de son équipe de direction, l'appui de l'équipe de support et en partenariat avec Interpeace.

Le contenu de ce rapport ne reflète pas l'opinion officielle du Gouvernement du Canada. La responsabilité des informations et points de vue exprimés dans ce dernier incombe entièrement aux personnes consultées et aux auteurs.

Photo en couverture : Copyright MOC

Tous droits réservés.

ISBN : 978-2-901934-01-1

Copyright : IMRAP et Interpeace 2018. Tous droits réservés.

Publié en novembre 2018

Les polices typographiques utilisées dans ce rapport sont Suisse International, Suisse Works et Suisse Neue, par Swiss Typefaces qui sponsorise généreusement Interpeace.

www.swisstypefaces.com

Quai Perdonnet 19
1800 Vevey
Switzerland

La reproduction de courts extraits de ce rapport est autorisée sans autorisation écrite formelle, à condition que la source originale soit correctement référencée, incluant le titre du rapport, l'auteur et l'année de publication. L'autorisation d'utiliser des parties de ce rapport, en entier ou en partie, peut être accordée par écrit. En aucun cas le contenu ne peut être altéré ou modifié, incluant les légendes et citations. Ceci est une publication de l'IMRAP et d'Interpeace. Les publications de ces dernières ne reflètent pas spécifiquement un intérêt national ou politique. Les opinions exprimées dans cette publication ne représentent pas nécessairement les vues de l'IMRAP et d'Interpeace. Pour des autorisations ou informations complémentaires, merci de contacter wao@interpeace.org

IMRAP

Badalabougou Est, Avenue de l'OUA,
Rue 27, porte 357,
Bamako, Mali

Tél. : +223 20 22 18 48

E-mail : info@imrap-mali.org

Interpeace

Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest

Villa n° 43
Cité Les Lauriers 5, Deux Plateaux
06 BP 2100 Abidjan
Côte d'Ivoire

Tél. : +225 22 42 33 41

E-mail : wao@interpeace.org

Web : www.interpeace.org

Secrétariat du Fonds pour la consolidation de la paix

Affaires mondiales Canada
Gouvernement du Canada
125, promenade Sussex
Ottawa, ON, K1A 0G2

Tél : +1 343-203-2888



En partenariat avec les Nations Unies

Table des matières

8	SYNTHÈSE ILLUSTRÉE
12	LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS
13	INTRODUCTION
19	MESSAGES CLÉS
27	MÉTHODOLOGIE
27	L'approche de Recherche Action Participative
27	Une approche séquentielle : gage d'une nécessaire appropriation
28	Le recours à l'outil audiovisuel
29	LA VIDÉO QUI ACCOMPAGNE CE RAPPORT
30	BREF APERÇU HISTORIQUE DE LA RÉGION DE GAO
35	CHAPITRE I : PERSISTANCE DE L'INSÉCURITÉ DANS LA RÉGION DE GAO
35	1.1 Incompréhension autour de la persistance de l'insécurité : « <i>Il y a une insécurité totale malgré la présence de toutes ces forces.</i> »
37	Encadré 1.1 La création de comités de veille ou des patrouilleurs, outils de résilience sécuritaire ?
38	Libre circulation des armes de guerre, une limite aux efforts de sécurisation ?
38	Les populations elles-mêmes, vecteur d'insécurité ?
39	1.2 Un déficit de confiance entre populations et FDS de plus en plus accru
39	Le retrait des FDS et les incompréhensions autour du « repli tactique »
40	Le sentiment d'abandon des populations
41	FDS et communautés nomades : méconnaissances des valeurs sociétales versus esprit de vengeance ?
42	Le déficit de confiance engendre une collaboration timide
43	1.3 Prolifération des mouvements armés : protection ou menace pour les communautés ?
44	1.4 Le Mécanisme Opérationnel de Coordination : un outil de paix et de résilience entre rejet et acceptation
44	Encadré 1.2 Le MOC et son mandat
46	Encadré 1.3 Le MOC au cœur des dynamiques nouvelles de résilience et de réconciliation
47	1.5 Controverses autour de la présence des forces étrangères
51	CHAPITRE II : PERCEPTIONS ET VICTIMISATIONS RÉCIPROQUES DES COMMUNAUTÉS
51	2.1 « La destruction du tissu social » : communautarisation des tensions

Pour parcourir ce document, cliquez sur n'importe quel titre de la table des matières. Pour revenir ici, cliquez sur un numéro de page

52	« <i>Pire que les armes à feu</i> » : les amalgames, stigmatisation et leurs conséquences sociales
54	2.2 Injustices subies à géométrie variable : facteurs de fragilisation des rapports communautaires
54	Accès à la justice
55	Gestion de la crise
57	Manque de reconnaissance transformé en tensions communautaires : « <i>Si Gao a résisté, c'est parce qu'ils ont lutté.</i> »
<hr/>	
61	CHAPITRE III : LA CRISE, UN EFFET D'AUBAINE ?
61	3.1 L'apparition de « nouveaux riches »
62	3.2 Les dividendes de la résistance : intégration des jeunes et leur participation au processus DDR
63	3.3 Des intérêts liés à la persistance de la crise
63	Encadré 3.1 La gestion de la rébellion de 1990 pour comprendre celle de 2012
64	Les cycles de rébellions vus comme source de rente
64	Le partage du gain provoque la division entre leaders des mouvements armés et leur base
65	Les effets secondaires de la crise comme opportunité de business
<hr/>	
69	CHAPITRE IV : DYNAMIQUES DE GOUVERNANCE ET PROLIFÉRATION DE GROUPES DE PRESSION ENTRE LE DÉPART ET LE RETOUR DE L'ETAT
69	4.1 Composer ou périr ? Formation des structures alternatives de gouvernance communautaire et leur cohabitation avec le MUJAO et autres
69	Cadre de concertation, ou la stratégie d'adaptation aux différents acteurs
71	Jeu d'alliance avec les nouveaux maîtres des lieux : légitimité par le rétablissement de la sécurité
71	Collaboration autour de la gestion des services sociaux de base
72	Collaboration sécuritaire entre associations de jeunes et MUJAO
73	4.2 Les défis liés à la nouvelle recomposition du jeu des acteurs à Gao
74	Coexistence de l'autorité intérimaire avec les structures administratives décentralisées
74	Jeunes de Gao et Etat, une cohabitation difficile : « <i>L'Etat a été ingrat envers nous</i> »
76	Encadré 4.1 Désarmement des jeunes – une source additionnelle de frustration
<hr/>	
81	RECOMMANDATIONS ET BONNES PRATIQUES
<hr/>	
93	ANNEXES
93	Annexe 1 : Carte du Mali
94	Annexe 2 : Carte de la Région de Gao
95	Annexe 3 : Consultations
<hr/>	
98	BIBLIOGRAPHIE

SYNTHÈSE ILLUSTRÉE

DYNAMIQUES DE CONFLIT ET DE RÉSILIENCE À GAO

- MESSAGES CLÉS -



1

L'œuf ou la poule? Plus de forces de défense et de sécurité sans la confiance des populations ne donne pas un sentiment de sécurité, au contraire (Ch. I)

2

Le mandat du MOC: peu connu par les populations, source de tensions (Ch. I)

3

Le MOC est un outil de réconciliation et de confiance à la fois à l'interne mais aussi pour la communauté au sens plus large du terme (Ch. I)

De
l'insécurité



4

Un fort sentiment de méfiance entre populations de Gao : communautarisation de l'insécurité (Ch. II)

Des conflits
intercommu-
nautaires





5

Le retour de l'Etat : gage de stabilisation ou début de nouvelles tensions ? (Ch. II & IV)

6

Intensification des tensions intercommunautaires (Ch. II)



7

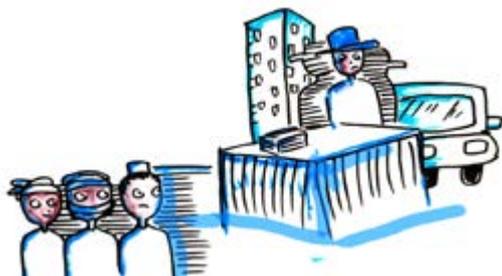
Sentiment de marginalisation exprimé par les populations des périphéries de Gao (Ch. II & IV)



Du retour de l'Etat à Gao

8

Mise en œuvre de l'Accord pour la paix : des attentes et des degrés d'empressement variables (Ch. III)



9

Les attentes liées au processus de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) risquent de le faire dérailler: le DDR est perçu comme un droit, un rempart à l'emploi (Ch. III)



De la gestion de la crise

- RECOMMANDATIONS -

1

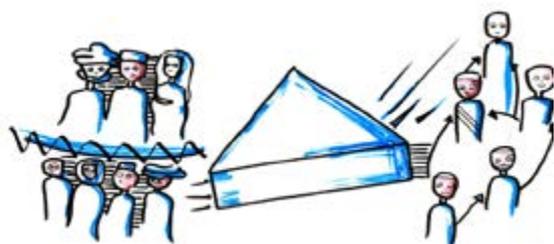
Adapter les mécanismes de gestion de la sécurité au contexte local: créer un cadre de gestion concertée de la sécurité plus inclusif et adapté au contexte local

Pour une
gestion
concertée de la
sécurité



2

Déconstruire le prisme communautaire pour le retour de la cohésion sociale



Pour une
cohésion
sociale accrue

a

Encourager la création d'espaces de dialogue inclusifs et participatifs intercommunautaires et entre communautés et autorités

b

Soutenir l'organisation, par le Tribunal de grande instance de Gao, de fora d'information et de sensibilisation sur la justice entre les acteurs de la justice et les justiciables

c

Organiser une rencontre d'entente régionale entre les femmes des trois cercles d'Ansongo, de Bourem et de Gao pour un renforcement de confiance entre elles

d

Encourager la création d'espaces de dialogue inclusifs et participatifs intercommunautaires et entre communautés et autorités

e

Organiser des séances de dialogue communautaires pour lutter contre la stigmatisation entre jeunes combattants du MOC, nomades en particulier, et jeunes sédentaires de la ville de Gao



3

Appuyer la mise en œuvre du MOC à travers des actions ciblées

a

Institutionnaliser le dialogue civilo-militaire entre les populations et le MOC

b

Adapter la capacité du MOC aux besoins du terrain

c

Construire les bâtiments et locaux affectés aux casernes militaires loin des habitats de la population

Pour rétablir
la confiance
entre le
MOC et les
populations

4

Clarifier le champ des possibles du processus du DDR pour prévenir les frustrations



Faire de la mise en œuvre de l'Accord pour la paix une opportunité de transformation sociale

5



Pour la mise
en œuvre
effective de
l'Accord pour
la paix à Gao

Liste des sigles et abréviations

APEJ	Agence pour la promotion de l'emploi des jeunes au Mali
AMDH	Association malienne des droits de l'homme
ANPE	Agence Nationale Pour l'Emploi
CCLS	Comités Consultatifs Locaux de Sécurité
CI	Commission d'intégration
CMA	La Coordination des Mouvements de l'Azawad
CMPRF 1	Coordination des mouvements et Front patriotique de résistance 1
CMPRF2	Coordination des mouvements et Front patriotique de résistance 2
CMPRF3	Coordination des mouvements et Front patriotique de résistance 3
CNDDR	Commission nationale du Désarmement, Démobilisation et Réinsertion
COCASERG	Collectif des Cadres Sédentaires de la Région de Gao
CSCOM	Centre de santé communautaire
EMOV	Equipe mixte d'observation et de vérification
DDR	Désarmement, Démobilisation et Réinsertion
DH	Droit humanitaire
DHI	Droit humanitaire international
FAMa	Forces armées maliennes
FDS	Forces de défense et de sécurité
FIDH	Fédération internationale des droits de l'homme
FORC- G	Fédération des Organisations de Résistance Civile de Gao
GATIA	Groupe Auto-Défense Touaregs, Imgad et Alliés
IMRAP	Institut Malien de Recherche Action pour la Paix
MA	Mouvements armés
MEFP	Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Construction Citoyenne
MINUSMA	Mission intégrée multidimensionnelle des Nations Unies pour la stabilisation au Mali
MNLA	Mouvement National de Libération de l'Azawad
MOC	Mécanisme Opérationnel de Coordination
MUJAO	Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest
MSA	Mouvement pour le Salut de l'Azawad
OSC	Organisation(s) de la société civile
PSOPs	Programme pour la stabilisation et les opérations de paix
RAP	Recherche Action Participative
RSS	Réforme du secteur de la sécurité
SOMAGEP	Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable
UNPOL	United Nations Police

Introduction

La région de Gao est au centre d'une crise multidimensionnelle ayant frappé le Mali depuis 2012. Les populations de Gao ont vécu une série d'événements importants du début de la rébellion, avec le départ de l'Etat, l'occupation de la région et l'intervention militaire qui a suivi. La compréhension des facteurs historiques, des enjeux communautaires et les dynamiques conflictuelles dans les trois cercles de la région de Gao - Ansongo, Bourem et Gao - est fondamentale pour l'apport de solutions inclusives et durables. De même, la confiance entre les acteurs engagés dans la résolution de la crise (nationaux mais aussi les nombreux acteurs internationaux présents) et les populations locales reste cruciale pour l'application de ces solutions.

Ce rapport, issu d'un processus de recherche participative de plus de quinze (15) mois, a comme vocation de faire remonter les opinions de toutes les couches de la population de Gao et de proposer aux acteurs, tant nationaux qu'internationaux œuvrant dans la région, une analyse approfondie de la situation actuelle et du contexte des dynamiques locales.

Les points de vue des populations locales offrent aux acteurs concernés l'opportunité de se confronter aux perceptions que ces populations ont de l'impact de leurs interventions visant à résoudre la crise, qu'elles soient financières, techniques ou militaires. La persistance de l'insécurité malgré la multitude de forces militaires internationales telles que la MINUSMA et la force Barkhane et nationales, avec la présence des Forces Armées Maliennes (FAMa), le Mécanisme Opérationnel de Coordination (MOC) et les mouvements armés, entraîne de la frustration chez les populations qui se méfient davantage de ces forces, méconnaissant parfois leurs mandats respectifs.

De même, les clivages communautaires et la méfiance intercommunautaire semblent s'accroître et font apparaître, encore une fois, la nécessité de générer une compréhension commune du contexte à travers une analyse profonde des dynamiques conflictuelles dans la région.

De nombreuses études sur la crise malienne ont été effectuées par différents auteurs et organisations, y compris des recherches spécifiques à Gao. Ce rapport ne prétend pas les résumer, mais plutôt les compléter avec les voix venant directement des acteurs locaux. Il se base exclusivement sur un processus de recherche participative qui élève les propos de toutes les couches de la population de Gao, et met en évidence l'importance de leur inclusion dans l'analyse des dynamiques et dans le processus de paix.

Parmi les acteurs-clés ayant analysé la crise malienne, l'Union Africaine recommande de « garder à l'esprit la complexité et le caractère multidimensionnel des crises maliennes ».¹ En effet, différents aspects sont en jeu dans la région de Gao : des questions notamment liées à l'insécurité, à la perception d'injustice ou aux tensions entre communautés.

¹ Union Africaine, *Concept stratégique pour la résolution des crises que connaît le Mali*, Département Paix et Sécurité, <http://www.peaceau.org/uploads/cps.concept.strategie.pdf>

Plusieurs auteurs ont déjà pointé du doigt la méfiance des populations à l'égard des autorités de Gao, exacerbée par la mauvaise gouvernance des affaires locales.²

La Fondation Friedrich-Ebert met en lumière la reconfiguration de la perception qu'avaient les populations de la gouvernance lors de la période d'occupation des régions du Nord du Mali par les groupes dits « djihadistes » entre 2012 et 2013.³ Selon l'étude, les nouveaux gouvernants ont amenuisé la « crainte » ressentie par les communautés face à leurs dirigeants et ont laissé entrevoir des possibilités d'un autre mode de gouvernance correspondant mieux aux aspirations des populations et contrastant avec les modes opératoires des autorités locales et administratives de Gao.⁴ En outre, celles-ci avaient longtemps reposé leur gouvernance sur la méthode du « diviser pour mieux régner ». Ce mode a eu l'inconvénient d'empêcher la création de la confiance entre les autorités et les populations et la cohésion sociale en général.

Pour un tiers de la population de Gao, la réconciliation entre l'Etat et les citoyens constitue une priorité.⁵ Néanmoins, cet objectif reste difficile à réaliser. La population reproche à l'Etat non seulement de l'avoir abandonnée aux occupants pendant la crise,⁶ mais surtout d'avoir commis à son encontre des dérives depuis son retour.⁷ Cette confiance fragile entre l'Etat et les citoyens de la région de Gao est davantage prononcée avec les forces de sécurité (police, gendarmerie) et le système judiciaire.⁸ Face au manque de protection par les forces de défense et de sécurité (FDS) qui les utilisent comme bouclier,⁹ les populations ont développé un sentiment profond d'insécurité,¹⁰ surtout dans les lieux publics et pendant la nuit.

La mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation, issu du processus d'Alger, constitue aujourd'hui une autre source de tensions.¹¹ Les acteurs, censés s'approprier le processus, peinent à s'entendre et à œuvrer dans le même sens. Ainsi, les frictions sociales s'accroissent entre les différentes communautés à Gao.¹² Une autre difficulté dans la mise en œuvre de l'Accord s'explique par le peu de confiance que la population accorde au MOC. Selon Naffet Kéita¹³ l'Accord est faiblement ancré dans les réalités communautaires et locales dans les régions du Nord du Mali, y compris celle de Gao. Le

2 Interpeace et IMRAP « Autoportrait du Mali, les obstacles à la paix » et « Renforcement de la confiance entre populations civiles et forces de défense et de sécurité : Diagnostic et solution pour une paix durable au Mali »

3 Fad Seydou (2016), la monographie de la région de Gao, Friedrich-Ebert-Stiftung

4 Fad Seydou (2016), la monographie de la région de Gao, Friedrich-Ebert-Stiftung, p.21

5 Friedrich Ebert Stiftung, Mali-mètre, enquête d'opinion « Que pensent les Maliens », n°9 du 10 au 30 novembre 2017, bureau de Bamako, p.24

6 Fad Seydou (2016), op. cit, p.25

7 Abdourhamane Dicko (2017), op. cit. p.7

8 Abdourhamane Dicko (2017), op. cit. p.8

9 Abdourhamane Dicko (2017), op. cit. p.8

10 Friedrich Ebert Stiftung, Op. Cit. p.14

11 Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, 2015

12 Abdourhamane Dicko (2017), op. cit. p.3

13 Naffet Keita (2018), « L'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger : entre euphorie ou doute, la paix en signe de traces ! », nouvelles approches de sécurité collective, Friedrich Ebert Stiftung Mali, p.14

Mali-mètre de novembre 2017 corrobore ce point de vue, en reconnaissant que le niveau de méconnaissance de l'Accord reste supérieur à 50% dans la plupart des grandes villes du Mali,¹⁴ y compris à Gao.

Approfondir l'analyse en vue de générer une compréhension précise du contexte et des dynamiques conflictuelles dans la région de Gao revient à s'intéresser aux différents acteurs, aux relations entre eux, allant au-delà de la simple question de la mauvaise gouvernance et gestion de la crise. Cette recherche, menée par l'Institut Malien de Recherche Action pour la Paix (IMRAP), en partenariat avec Interpeace, est la deuxième réalisation d'une série de portraits croisés, suivant la publication de l'« *Analyse locale des dynamiques de conflit et de résilience dans les cercles Koro et de Bankass* », dans la région de Mopti, publiée en juin 2017. Ces deux processus ont été rendus possibles grâce à l'appui du Gouvernement du Canada et son Programme pour la stabilisation et les opérations de paix (PSOPs).

14 Friedrich Ebert Stiftung, Op. Cit, p.63

MESSAGES CLÉS

Messages clés

De l'insécurité

L'œuf ou la poule ? Plus de forces de défense et de sécurité sans la confiance des populations ne donne pas un sentiment de sécurité, au contraire

Le manque de sécurité dans la région de Gao est à la fois la cause et le symptôme d'un déficit de confiance entre les forces de défense et de sécurité, qu'elles soient nationales (FAMA, MOC entre autres) ou internationales (MINUSMA, Barkhane) et les populations. La présence des forces militaires est généralement perçue comme synonyme de sécurisation : à Gao cette équation ne tient pas si facilement. Les populations ne se sentent pas proches des hommes et femmes en tenue à cause de l'insécurité, mais c'est ce même déficit de confiance et son corollaire de manque de collaboration qui est aussi l'une des causes de l'insécurité tant décriée.



L'arrivée des différentes forces nationales et internationales venues libérer Gao avait été saluée par les populations qui ont applaudi le retour timide de l'Etat et de leur armée : ¹⁵ cependant, les personnes consultées se disent aujourd'hui déçues par ces dernières, en difficulté dans la restauration de la sécurité et attirant, selon elles, des forces négatives qui ne souhaitent pas leur présence.

Pour les populations, les éléments du MOC ne seraient pas étrangers à la recrudescence des attaques dans la ville de Gao. Les combattants nomades des patrouilles mixtes y sont particulièrement pointés du doigt. En raison des soupçons portés sur le comportement de ses combattants, le MOC se retrouve dans un environnement délétère, pas particulièrement favorable, pour mener à bien sa mission.

Ces frustrations se sont alors manifestées par des interpellations mais aussi par un rejet des combattants du MOC, qui sont vus par les populations comme étant les principaux acteurs de ces braquages, vols et banditismes en ville.

De même, les populations jugent en partie négative la présence des forces étrangères qui provoquent, à leur avis, plus d'insécurité.

La perception d'insécurité n'ayant pas diminué avec la présence de ces nombreuses forces militaires, les populations se sentent de plus en plus éloignées de leurs FDS : plus elles

¹⁵ Après l'occupation de la région en 2012-2013

perçoivent que les forces nationales et internationales ont du mal à les sécuriser, moins elles leur font confiance.

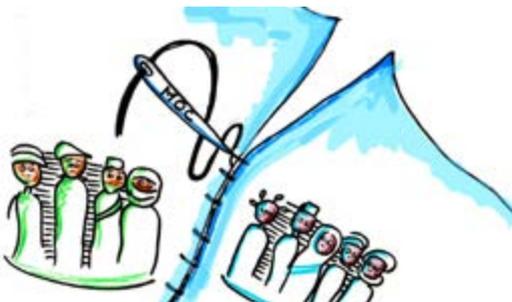
Le mandat du MOC : peu connu par les populations, source de tensions



Il ressort de cette recherche que l'avis de la population de Gao est que la mission principale du MOC, depuis son installation, est d'assurer la sécurité pour combler le vide sécuritaire actuel. Selon sa compréhension, le MOC était conçu avec comme mandat prioritaire de garantir la sécurité des populations et de leurs biens et défendre le territoire mieux que les FDS et les forces étrangères.¹⁶

Les attentes des habitants de Gao envers le MOC sont donc très élevées. Cependant, le mandat officiel du MOC ne correspond pas aux attentes de sécurisation des populations : leur mission consiste à acheminer les ex-combattants, les protéger, assurer le vide sécuritaire avant le processus de DDR et accompagner le redéploiement de l'armée reconstitué. Ceci a créé des sentiments de rejet du MOC par les communautés. Le manque de communication et de compréhension entre les populations et le MOC serait donc à la base de beaucoup de tensions à Gao depuis l'installation de la structure intégrée.

Le MOC est un outil de réconciliation et de confiance à la fois à l'interne mais aussi pour la communauté au sens plus large du terme



Outre son rôle militaire, le MOC a aussi été conçu comme un outil de réconciliation entre ex-belligérants. Il joue un rôle de cohésion et de renforcement de la confiance entre ces différentes composantes.

Qui plus est, l'analyse des dynamiques de résilience dans la région de Gao montre que ce rôle de réconciliation du MOC peut être étendue à l'ensemble de toutes les communautés et atteindre les différentes couches de la population de Gao. Indépendamment de l'avancement du processus DDR, le MOC peut être un véhicule de dialogue social. Sa composition est représentative des mouvements signataires de l'Accord même si sa composition reflète, en partie, les dynamiques historiques et conflictuelles de la région de Gao : le renforcement de la confiance intercommunautaire et la cohésion sociale passent donc aussi par le MOC.

¹⁶ Voir Encadré 1.2 sur la composition du MOC. La MOC est un mécanisme intégré, avec, en son sein, des éléments des FAMA, CMA et Plateforme. Ce rapport considère le MOC comme un acteur indépendant, tout en reconnaissant les particularités de chacune de ses composantes et les relations entre elles.

Des conflits intercommunautaires

Un fort sentiment de méfiance entre populations de Gao : communautarisation de l'insécurité

Les différentes attaques à Gao ville, dans les cercles et sur les axes routiers sont souvent citées comme la première cause d'insécurité dans la région et l'un des obstacles les plus importants à la cohésion sociale et à la paix. La persistance de ces attaques contribue à alimenter les stigmatisations communautaires ne favorisant ni la cohésion sociale ni la réconciliation. Bien au contraire, elles encouragent le repli identitaire, des sentiments accentués s'appartenance communautaire.



Il ressort de cette recherche que les populations dénoncent, de plus en plus, un manque de cohésion entre les communautés elles-mêmes en tant qu'obstacle à la réconciliation. Il y a un fossé grandissant entre populations, notamment sédentaires et nomades, qui se méfient les unes des autres. La stigmatisation notamment à l'issue des actes déviant posés par un membre d'une des communautés est régulièrement évoquée. En effet, les populations décrivent le fait qu'au lieu de traiter l'individu qui commet l'acte comme un bandit, on s'attaque à l'ethnie qu'il représente : certaines communautés sont perçues par d'autres comme des malfrats du simple fait qu'un de leurs membres a été soupçonné d'un acte répréhensible. Ceci fragilise la cohésion sociale.

Les populations développent des sentiments de victimisation réciproques sur fond d'un sentiment de parti pris des modes de gouvernance, pouvant affecter la cohésion sociale : le traitement différencié entre communautés sédentaires et nomades, le favoritisme et l'injustice sont cités en premier lieu. Aussi, la discorde liée au traitement des différends entre communautés devant le système judiciaire est régulièrement pointée du doigt par toutes les communautés. L'intériorisation de ces facteurs alimente la méfiance réciproque entre sédentaires et nomades tout en favorisant les conditions de confrontations communautaires. Par ailleurs, le rôle de catalyseur de conflits des ressortissants de différentes communautés basés à Bamako est tout aussi évoqué.

Du retour de l'Etat à Gao

Le retour de l'Etat : gage de stabilisation ou début de nouvelles tensions ?

Le retour des autorités étatiques à Gao, notamment les autorités administratives et judiciaires du gouvernement, acteurs de la chaîne judiciaire et les FDS ainsi que la mise en place des autorités intérimaires, est souvent présenté comme un pas vers la stabilisation des régions Nord, notamment dans la région de Gao. L'analyse met en lumière une réalité plus complexe : le retour de l'Etat a créé des dynamiques nouvelles, parfois conflictuelles, autour de la préservation de l'ordre qui s'était instauré en son absence.



Le retour des structures étatiques a amené à une recombinaison des dynamiques et un jeu d'acteurs. Ceux-ci ont provoqué des tensions parmi les groupes et individus qui s'étaient appropriés la gouvernance locale pendant la crise. Cependant, la survenance de ces conflits n'est pas due à une mauvaise volonté de l'Etat, mais constitue plutôt le résultat naturel d'un changement des acteurs et des pouvoirs. Selon les populations consultées, le retour de l'Etat a provoqué une augmentation exponentielle de devoirs envers les autorités (par exemple, le paiement d'impôts) au détriment de leurs droits. Ce reproche, souvent fait à l'endroit de celles-ci, est accentué par le fait que pendant la crise, affirment les populations, les occupants (le MUJAO) donnaient accès à des services sociaux de base sans rien demander en retour.

De leur côté, les autorités administratives et politiques présentes à Gao tout en comprenant l'impatience légitime des populations, dénoncent cependant un manque de respect et de collaboration de leur côté : ce manque de soutien les empêcherait de mener à bien leurs missions (justice, sécurité, distribution des services sociaux de base).

Qui plus est, de nombreux individus refusent de payer leurs impôts, dédouaner, procéder au contrôle technique de leurs véhicules, payer les vignettes et s'acquitter de leurs droits d'assurance. Autant d'attitudes qui sapent les fondements de la bonne gouvernance, affirment les autorités. Cependant, force est de reconnaître que les services techniques dédiés à ces opérations ne sont pas tous encore totalement opérationnels à Gao.

Les difficultés liées à la réintégration de l'Etat dans la région de Gao ne sont donc pas seulement une question de moyens matériels et financiers, mais plutôt une insuffisance de capacités réelles pour une gestion concertée de la situation et une meilleure relation avec les citoyens de Gao.

Intensification des tensions intercommunautaires



Aux yeux des habitants de la région de Gao, la sécurité semblait assurée et contrôlée pendant la période de l'occupation. En plus de cela, les populations affirment que la justice sociale était garantie : que l'on fût nomade ou sédentaire, la justice était identique pour tous, en fonction de la gravité des faits. Les occupants garantissaient l'accès de tous les individus aux services sociaux de base (éducation, santé, alimentation en eau potable et électricité).

Ce qui contraste avec la performance de l'Etat à Gao aujourd'hui. Le retour des autorités politiques, sécuritaires et judiciaires, plutôt que de consolider ces acquis sécuritaires, aurait favorisé les injustices. Les populations considèrent le système judiciaire comme corrompu et favorisant les tensions intercommunautaires. Des populations sédentaires dénoncent régulièrement les aides indûment distribuées aux chefs des communautés nomades, les privilèges accordés aux mouvements signataires de l'Accord au détriment des groupes de résistance de jeunes pendant l'occupation. De leur côté, les communautés nomades se sentent fatiguées d'être tout le temps taxées de privilégiées, alors même que leurs frères sont encore dans les camps de réfugiés et qu'elles ont eu des pertes en vies humaines et matérielles comme toutes les autres communautés.

Sentiment de marginalisation exprimé par les populations des périphéries de Gao

La faible présence des autorités politiques et administratives dans les chefs-lieux de la région, excluant ainsi une importante partie de la population, est une préoccupation majeure évoquée. En dehors de Gao, en zones sédentaires, les populations se sentent abandonnées par les autorités, le MOC, les FDS et laissées à la merci des mouvements armés.



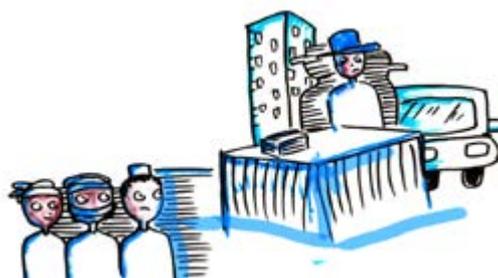
En milieux nomades, les communautés dénoncent un abandon de leurs leaders des mouvements armés qui profiteraient des privilèges qui leur sont accordés par l'Etat à Bamako. En plus, certains leaders utiliseraient des moyens pour empêcher tout contact entre les populations nomades des campements et leurs frères des villes souhaitant les sensibiliser sur les risques liés à la persistance de la crise.

Les populations consultées accusent les représentants de l'Etat et les autorités intérimaires de ne pas se rendre dans les villages aux alentours de Gao, les laissant ainsi à leur propre sort. De leur côté, les autorités administratives et politiques disent ne pas avoir l'appui des populations pour mener leurs missions dans les zones en dehors de Gao.

De la gestion de la crise

Mise en œuvre de l'Accord pour la paix : des attentes et des degrés d'empressement variables

La tendance aujourd'hui est que la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation devrait être accélérée. Cependant, il ressort des consultations que son implémentation est source de tensions et les acteurs impliqués sont souvent vus d'un mauvais œil par les populations. Son opérationnalisation est donc sujette à de fortes controverses et est très complexe dans la région de Gao. Les communautés dénoncent l'enrichissement des principaux acteurs de la mise en œuvre l'Accord, au détriment de la stabilisation de Gao. Cette perception est l'une des causes principales de ces tensions.



Les populations citent souvent la mauvaise foi des mouvements signataires, les critères de sélection des candidats et de gestion des structures de mise en œuvre de l'Accord comme sources de découragement et de blocage des actions planifiées. Ce sentiment engendre un désenchantement de la part des populations quant à la possibilité d'une paix durable.

Il y a un éloignement des leaders des mouvements signataires de l'Accord de leurs bases, mais aussi une faible appropriation de la stratégie étatique pour sa mise en œuvre. Aux yeux de certaines populations, les leaders des mouvements signataires manquent de légitimité pour parler à leur place et les représenter.

Les attentes liées au processus de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) risquent de le faire dérailler : le DDR est perçu comme un droit, un rempart à l'emploi



Le processus de DDR, malgré les complications, est conçu comme un important pas en avant pour l'avènement de la paix et de la réconciliation au Mali, comme le socle même de la reconstruction de l'armée et de la cohésion dans les régions touchées par la crise. Il ressort des consultations qu'il existe des attentes profondes envers le processus de DDR de la part des populations qui le voient comme une solution miracle à beaucoup de leurs problèmes d'aujourd'hui, en premier lieu le chômage. Les jeunes, particulièrement les sédentaires, considèrent que l'intégration au processus est leur droit, étant donné qu'ils se sont battus pour la protection de la région. Le DDR est donc perçu comme une occasion pour l'Etat de reconnaître leur rôle dans la défense de Gao en leur donnant accès à un emploi et pas seulement comme un outil pour le retour à la paix.

Le processus risque de créer davantage de tensions entre les autorités étatiques et les populations et parmi les populations elles-mêmes, si ces attentes ne sont pas satisfaites par l'Etat ou adaptées aux besoins des jeunes.

MÉTHODOLOGIE

Méthodologie

L'approche de Recherche Action Participative

L'approche mise en œuvre par Interpeace et l'IMRAP repose sur les principes de la Recherche Action Participative (RAP). Celle-ci part de l'idée que les solutions aux défis auxquels les sociétés post-confliktuelles sont confrontées doivent être élaborées, décidées et détenues par ces dernières, afin de pouvoir apporter des remèdes efficaces et durables. Elle s'appuie sur un processus prenant en compte les avis de toutes les couches de la société, de la base au sommet. Ce faisant, le processus contribue, au-delà du travail de recherche, à encourager une culture de dialogue et à améliorer les relations entre des acteurs parfois antagonistes, par le biais de rencontres répétées et structurées et d'une analyse conjointe des défis et des solutions à apporter. À terme, sa mise en œuvre permet aux acteurs confrontés à une situation, de dégager eux-mêmes, une analyse partagée et soutenue par tous, pouvant servir de base à la recherche participative de solutions consensuelles aux problèmes, en promouvant une inclusion quasi systématique et une participation constructive des parties prenantes. De cette manière, les distances horizontales (entre les groupes sociopolitiques) et verticales (entre la population, les autorités locales et nationales) se réduisent.

Une approche séquentielle : gage d'une nécessaire appropriation

Concrètement, cette étude a été menée suivant deux phases séquentielles. Les deux phases sont nécessaires à la création d'un climat de dialogue sécurisé et ouvert pour dialoguer de manière constructive et en confiance.

Dans un premier temps, des consultations impliquant différentes couches des communautés des cercles d'Ansongo, Bourem et Gao ont eu lieu entre juin 2017 et septembre 2018. Durant cette période, les équipes de chercheurs facilitateurs de l'IMRAP ont conduit des consultations avec des ressortissants des différentes localités de la région de Gao : pour des raisons de sécurité, la majorité des groupes de dialogue (focus groupes) ont eu lieu dans la ville de Gao avec la participation des populations des cercles d'Ansongo et de Bourem, ainsi que dans le restant du cercle de Gao.

Ce processus aura engagé 788 personnes à travers des focus groupes, ateliers et entretiens individuels. Au total, 36 focus groupes et 3 ateliers ont été organisés dans la région de Gao. Les focus groupes ont été composés afin d'assurer l'inclusivité et la diversité des participants, en fonction de leur genre, appartenance au même secteur d'activité, à une même communauté ethnique, aux mêmes groupements ou associations. Une attention particulière a été accordée à la participation des jeunes (45% avaient moins de 35 ans) et des leaders communautaires, afin d'assurer leur active participation. En outre, dans

le souci d'avoir une vue le plus large possible des dynamiques à l'œuvre dans chacune des localités concernées, les équipes ont veillé à y retrouver l'hétérogénéité et toutes les couches sociales. Dans le but d'assurer une participation active des personnes clés, 43 entretiens individuels ont également été réalisés.

Les données empiriques recueillies auprès des participants aux consultations ont été complétées et enrichies par une recherche théorique et documentaire réalisée par les équipes de chercheurs facilitateurs de l'IMRAP et d'Interpeace afin d'apporter un éclairage supplémentaire et de peaufiner la compréhension des enjeux qui émergent.

À la suite de la phase de consultations et du traitement des informations, les résultats préliminaires ont été soumis à la validation des représentants des parties prenantes antérieurement consultées. L'atelier de restitution régionale organisé dans le cadre de cette étude a ainsi convié 71 participants. Son objectif était de construire autour des résultats de l'étude un premier niveau de consensus en termes de compréhension partagée des dynamiques de conflictualité dans la zone. Il s'agissait de vérifier que les données recueillies et analysées reflètent bien les discussions et de permettre aux participants d'apporter les nuances nécessaires, de recueillir des éléments de diagnostic additionnels et d'approfondir l'analyse participative. L'autre enjeu de cette restitution était d'offrir un espace de confrontation et de concertation apaisé à des populations de la même zone qui, pour certains, n'avaient pas eu l'opportunité de se parler et de discuter lors de la première phase des consultations dans leur localité.

De cet exercice de validation, des éléments de complément et de remise en cause ont donné du relief à certains arguments développés par les populations elles-mêmes. Cette étape de validation a aussi permis à l'IMRAP et Interpeace de tester la formulation de certaines recommandations auprès des populations.

Le recours à l'outil audiovisuel

L'audiovisuel, largement utilisé comme complément à la recherche, fait partie intégrante de la méthodologie de travail de l'IMRAP et d'Interpeace. L'utilisation de cet outil permet d'assurer l'authenticité des propos rapportés en gardant fidèlement les points de vue exprimés pendant les débats et de capturer l'ambiance dans laquelle les dialogues se sont déroulés. Il est particulièrement convaincant pour la restitution des résultats aux autorités ainsi qu'à des audiences non alphabétisées et sert de support illustratif pour faire parvenir des éléments qui sont difficiles, voire impossibles, à capter dans un rapport écrit. C'est en effet un outil qui permet virtuellement de faire s'écouter et de créer des ponts entre des groupes sociaux qui normalement ne se rencontrent et/ou ne dialoguent pas, du fait de distances géographiques, ethniques, culturelles, générationnelles, voire psychologiques.

La vidéo qui accompagne ce rapport

« Nous allons nous procurer des armes. Nous avons compris que c'est quand tu as l'arme que tu es respecté. Il n'y a plus de voix crédible de l'Etat ici qui ne nous considère pas. Ce même mépris est constaté chez les partenaires internationaux aussi. »¹⁷

Au cours des consultations, l'équipe audiovisuelle de l'IMRAP a procédé à la capture des opinions émises par les différents participants à la recherche. Ces captures ont permis la réalisation d'un film reproduisant fidèlement les points de vue des acteurs ayant pris part à ce processus et de présenter la phase de consultation dans son exhaustivité.

Le sous-titrage en français permet de préserver les différentes langues des participants. Cette diversification favorise une large compréhension et perceptibilité des opinions et perceptions des acteurs s'étant exprimés en langues locales tant dans les hautes sphères de prises de décisions internationales et nationales, auprès des acteurs de la société civile, qu'à la base.

Ce court-métrage est complémentaire au présent rapport. Les opinions émises, riches de par leur caractère contradictoire, permettent d'alimenter la réflexion et d'impulser le débat d'idées autour de la thématique centrale de cette analyse des dynamiques de conflit et de résilience à Gao.

Cette vidéo est disponible sur internet via l'adresse suivante :

<https://vimeo.com/interpeace/imrap-portraits-croises-gao-mali>



¹⁷ Focus groupe mouvements de résistance, Gao, juillet 2017

Bref aperçu historique de la région de Gao

Période précoloniale (7^{ème} - 18^{ème} siècle après J.C.)

La **Dynastie des Dia** fondée en 670 par les Songhoïs installés en l'an 600 de notre ère à Koukia (ou Koubia), transfère la capitale du Royaume en 1010 à **Gao**, qui en devient très vite le centre **commercial, artistique et universitaire**. Conquise par l'empereur du Mali Kankou Moussa, la Dynastie des Dia est reprise et remplacée plus tard par la **Dynastie des Soni** en 1325, avec Soni Aliber à sa tête de 1464 à 1492 qui, à son tour, sera évincé par l'un de ses Généraux Mohamed Touré et fonda la **Dynastie des Askia** sur laquelle il régna jusqu'à l'invasion marocaine vers le 16^{ème} siècle.

La défaite des Songhoïs à Tondibi (cercle de Bourem) face aux **Marocains** annonce la dislocation et la disparition progressive du Royaume Songhoïs, accélérées par l'invasion des **Berbères** au 18^{ème} siècle. Les Marocains transfèrent alors la capitale à Tombouctou, où fleurissent des rencontres commerciales et intellectuelles.

Période coloniale (de 1894 à 1960)

La mort de Firhoun, chef Touareg, qui occasionna la prise de Tombouctou par les Français en 1894, s'est traduite également par la **conquête de Gao en 1898 par l'armée française**.

Ainsi sous le nom de **Soudan français**, la ville de Gao devient une **commune de moyen exercice sous l'autorité d'un maire fonctionnaire** nommé par le chef de territoire, dont l'assistant était le conseil municipal élu par le collège unique (loi française du 18 novembre 1955).



La crise de 2012

Débutée en 2012, la crise malienne est la résultante de **plusieurs facteurs à la fois contingents et structurels**. La revendication de l'Etat indépendant de l'Azawad étant la source, elle a connu plusieurs péripéties dont le **coup d'Etat** ayant renversé le président Amadou Toumani Touré en **mars 2012** et entraînant la création d'un **gouvernement de transition**. De 2012 à 2013, le Nord du Mali a été l'objet d'une compétition **entre groupes armés et groupes factions djihadistes**. Ces derniers finiront par **occuper** la zone, incluant la région de Gao, jusqu'en janvier 2013. En effet, le **11 janvier 2013**, face à l'avancée des groupes djihadistes sur le territoire malien, la France entame l'opération « Serval » en réponse à **l'appel à l'aide lancé par le président malien** par intérim, Dioncounda Traoré, formellement adressé à l'ONU le 30 août 2012. Cette crise ayant fortement secoué le Nord du Mali, a exacerbé les frictions sociocommunautaires, en particulier dans la région de Gao. Au-delà, elle a profondément écorné la confiance entre les FDS et les populations d'une part, et entre les populations et les autorités locales et administratives d'autre part.

Les rébellions (1914-2007)

La **première révolte touarègue** a eu lieu en **1914**. En **1959**, soit 55 ans après, les Touaregs se révoltent une nouvelle fois. violemment réprimés lors de cette révolte par l'Etat malien, les Touaregs entament leurs **premiers exodes vers l'Algérie et la Lybie jusqu'en 1963**. En **juin 1990**, les Touaregs s'insurgent contre l'oppression malienne en organisant une rébellion armée. Contrairement à la précédente (1959) violemment réprimée, cette nouvelle rébellion sera **gérée pacifiquement**. En effet, elle aboutit à la **signature des Accords de paix à Tamanrasset** le 6 janvier 1991. Toutefois, **l'inapplication de l'Accord** entraîne la reprise de la rébellion. En **mai 2007**, le conflit touareg connaît **un regain** et est matérialisé par des affrontements, la mise en place de dépôts d'armes et des enlèvements. Un nouvel accord est signé avec le gouvernement mais la situation perdure.

L'évolution du découpage territorial (depuis 1960)

A l'indépendance en **1960**, **Gao (ville)** est érigée en **chef-lieu de la région de Gao**, dont faisaient partie les régions actuelles de Tombouctou, Taoudeni, Ménaka et Kidal.

Puis, la **région de Gao** est **divisée en deux par la création de celle de Tombouctou** en **1977**. Par la suite celle de **Kidal** y sera érigée à la suite des Accords de Tamanrasset (Algérie) de 1991. Et tout récemment **Ménaka**, qui appartenait à Gao, avec le découpage administratif du 14 décembre 2011, accéléré par l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger de 2015.

CHAPITRE I

PERSISTANCE DE L'INSÉCURITÉ DANS LA RÉGION DE GAO

Chapitre I : Persistance de l'insécurité dans la région de Gao

Confrontées à une situation d'insécurité généralisée et croissante dans la région de Gao, les populations consultées disent être abandonnées à leur propre sort : le sentiment d'insécurité prime dans les préoccupations des populations. Ce sentiment, cependant, n'est pas spécifique aux civils, mais est aussi répandu parmi les forces de défense et de sécurité (FDS), ainsi que les autorités étatiques.

Les populations civiles mettent en cause la capacité des FDS à assurer la sécurité de la région de Gao, et les FDS, de leur côté, dénoncent un manque de moyens. Pour corroborer leurs argumentaires, les populations évoquent régulièrement les nombreux braquages sur les axes routiers, les viols non punis, les vols dans la ville ou dans les environs, les coupeurs de route, les pâturages bloqués ou encore le dépouillement des forains. La situation sécuritaire est si préoccupante qu'une certaine nostalgie de la période d'occupation du MUJAO est régulièrement évoquée par les populations consultées, aussi bien en milieu rural qu'en zone urbaine.

*« À 45 km de Gao seulement, les populations sont à la merci des bandits, c'est comme s'il n'y a pas d'Etat hors de Gao. »*¹⁸

Ce reproche est loin d'être banal en ce qu'il remet en cause la *légitimité* même de la présence des Forces Armées Maliennes (FAMA), dont le retour fut pourtant salué par les populations et les autorités comme gage d'une nouvelle ère de sécurisation et de quiétude des communautés. Non seulement il n'en fut pas ainsi, mais également de nombreuses critiques sont destinées aux FDS qui, semble-t-il, ne seraient pas prédisposées à

jouer pleinement leurs rôles.

Cette recherche participative a mis en lumière l'existence de plusieurs facteurs explicatifs du déficit sécuritaire et du sentiment d'insécurité évoqués par les populations.

1.1 Incompréhension autour de la persistance de l'insécurité : « *il y a une insécurité totale malgré la présence de toutes ces forces.* »¹⁹

De l'analyse des différents focus groupes et entretiens individuels, il ressort une certaine incompréhension de la persistance de l'insécurité dans la région de Gao qui connaît cependant une forte concentration d'hommes en armes.²⁰ L'incompréhension ainsi évoquée et son corollaire d'impunité sont telles qu'elles se transforment en doute sur une éventuelle complicité passive des forces présentes :

*« L'insécurité est sur tous les axes, Kidal, Niger, Bourem avec des actes de braquage au quotidien à côté des bases militaires. Il y a comme un sentiment de suspicion à l'endroit des FDS et des troupes étrangères qui sont perçues comme participant ou cautionnant ces agressions. Car, les mêmes actes sont posés sur les mêmes axes routiers tous les jours devant eux sans qu'ils réagissent. »*²¹

18 Focus groupe jeunes nomades ruraux et urbains, Gao, janvier 2018

19 Focus groupe femmes sédentaires et nomades, Gao, mars 2018. Elle fait référence aux Forces armées du Mali et des forces internationales (Barkhane, MINUSMA)

20 Les forces étrangères telles que la MINUSMA et Barkhane, le Mécanisme opérationnel de coordination (MOC), les mouvements armés signataires de l'Accord pour la paix

21 Focus groupe civils de Bourem, juin 2017

Le symbole de cette insécurité persistante est incarné par l'axe routier Bamako-Gao. En effet, quoi qu'étant le poumon des activités économiques de la population en termes d'accès de la région au reste du Mali, il est pourtant abandonné aux brigands et autres bandits.

« Aujourd'hui, on ne peut pas emprunter la route Bamako-Gao sans se faire attaquer. Moi je suis commerçante, avec la dégradation de cet axe, nous sommes des fois obligées de passer sur la route du Niger, Burkina [...] »²²

Les porteurs d'uniforme relativisent les propos des communautés en avançant des arguments tenant à la difficulté de couvrir toutes les zones géographiques de la région caractérisées par des contraintes d'un niveau élevé. Aussi, l'état des pistes rurales dans la zone compliquerait davantage ces besoins logistiques – sans compter la recrudescence de la pose de mines et des embuscades par les bandits armés.

« Si vous voyez que le haut commandement recrute autant de personnes, c'est parce qu'il faut plus d'hommes bien formés et motivés face à cette guerre asymétrique dans un environnement très hostile. »²³

Parmi ces arguments figure en premier lieu la question de l'insuffisance de moyens. En effet, les autorités des FDS avouent clairement ne pas être suffisamment dotées en hommes et en moyens logistiques pour assurer convenablement leurs missions, compte tenu des contraintes géographiques du territoire national, et plus particulièrement dans la région de Gao.

« Nous avons en face des gens qui n'hésitent pas à s'attaquer à la force Barkhane qui est de loin très bien équipée. »²⁴

Il s'avère que la nature des conflits a considérablement évolué particulièrement à Gao. Il s'agit davantage de conflits asymétriques mettant en confrontation FDS et groupes parfois « invisibles » logés dans les

périphéries de la ville et procédant, par intermittence, à des attaques ciblées. Elle requiert une adaptation constante des outils de guerre et des séries de formation continue pour les FDS.

Cet effort de réadaptation des FDS nécessite des formations plus circonstanciées et l'acquisition de matériels convenables au contexte :

« Il est vrai qu'il faut doter les FDS afin qu'elles puissent mieux s'adapter à la situation actuelle. Mais la population ne peut pas continuer à accuser les FDS à cause de ce qui s'est passé lors de l'occupation, mais il faut leur faire comprendre le mal qu'on ressent à cause de cette insécurité. »²⁵

Face à cette guerre asymétrique :

« Nos forces de défense doivent être en formation continue, sans relâche, avec des équipements adaptés. C'est la seule manière d'arriver à lutter contre ces bandits qui ne manquent pas d'idées pour causer du tort. »²⁶

Des voix de FDS ajoutent également, même si cet aspect n'est pas aussi déterminant, l'insuffisance d'effectifs. La police nationale est la plus touchée par ce manque d'effectif au point qu'il arrive qu'elle soit épaulée par l'armée, ce qui n'est pas traditionnellement le travail de cette dernière.

Cependant, il ressort des consultations avec les populations à Gao, qu'elles ne partagent pas l'analyse des FDS sur le manque d'effectif comme une limitation à leur déploiement sur le terrain. Pour elles, le problème se situe à d'autres niveaux. En effet, selon elles, les raisons de l'inaction supposée des FDS seraient à rechercher ailleurs car :

« À Gao, il y a plus de porteurs d'uniforme que de civils, mais nous sommes dans l'insécurité totale. »²⁷

22 Focus groupe communauté Yoruba, Gao, juillet 2017

23 Focus groupe FDS/populations, Gao, février 2018

24 Focus groupe FDS/populations, Gao, février 2018

25 Focus groupe FDS/populations, Gao, février 2018

26 Focus groupe FDS/populations, Gao, février 2018

27 Focus groupe Sonrhāï, Gao, juillet 2017

Encadré 1.1 | La création de comités de veille ou des patrouilleurs, outils de résilience sécuritaire ?

Pour les populations consultées, l'insécurité avait atteint un tel niveau qu'il fallait s'organiser comme les mouvements de résistance lors de l'occupation pour se protéger. C'est dans ce cadre que des jeunes de 15 à 35 ans se sont constitués dans les neuf quartiers de la ville de Gao pour patrouiller chacun dans son secteur avec des armes blanches (bâton, houe, couteau etc.) pendant quelques mois, courant 2017. Selon une participante :

« Pendant cette période, les braquages, les vols de motos ont beaucoup baissés, ces jeunes sans armes nous donnaient une sécurité relative. »²⁸

Cette initiative était appuyée par la communauté sédentaire et les organisations de la société civile locales et aurait permis de diminuer l'insécurité de manière visible. Cette initiative cessa, faute d'accompagnement de l'Etat et des partenaires pour éviter des risques d'affrontements communautaires. Malgré cela des jeunes indiquent :

« Nous envisageons de réactiver ces comités de façon officielle car jusqu'à aujourd'hui, nous nous sentons dans l'insécurité. »²⁹

En effet, certains jeunes nomades armés s'arrêtaient dans des intersections de la ville pour attendre ces jeunes patrouilleurs créant ainsi les conditions de violentes confrontations intercommunautaires pouvant dépasser, de loin, la lutte contre le banditisme résiduel. Les autorités, l'armée et la MINUSMA ont demandé la cessation des activités de ces comités de veille. Les FDS ne voyaient pas trop d'un bon œil ces patrouilles :

« Un soir, des jeunes avaient arrêté un FDS ! Ils ont demandé sa carte d'identité ce dernier a refusé de montrer sa carte. Alors, ils ont retenu le porteur [d'uniforme] qui s'est fâché et qui n'acceptait [pas] la situation. »³⁰

Ailleurs, dans la région de Mopti, des brigades de vigilance ont été créées comme réponse à l'insécurité grandissante et comme manifestation d'une résilience communautaire.³¹ Ces brigades de vigilance existent toujours : les régions des Gao et Mopti vivent des réalités différentes. Si à Mopti les populations sont confrontées à une absence quasi-totale de FDS, le problème contraire est présent à Gao. À Mopti, les brigades se sont créées dans un contexte sécuritaire très précaire mais caractérisé par un vide de forces armées. À Gao, les FDS sont présentes depuis le retour de l'Etat, et n'accepteraient pas des formes alternatives de sécurisation.

28 Focus groupe femmes sédentaires, Gao, mars 2018

29 Restitution régionale, Gao, septembre 2018

30 Entretien individuel avec un ancien patrouilleur, Gao, juillet 2018

31 Interpeace et IMRAP, *Analyse locale des dynamiques de conflit et de résilience dans la zone de Koro-Bankass*, juin 2017

Libre circulation des armes de guerre, une limite aux efforts de sécurisation ?

Le sentiment d'impunité des bandits suscité par l'inaction des FDS renforce la peur des populations, développant davantage une méfiance vis-à-vis d'elles.

L'insécurité persistante à Gao proviendrait également de la prolifération et de la libre circulation du surplus d'armes aussi bien du côté des populations civiles que des mouvements armés. La chute de la ville de Gao en 2012 a particulièrement favorisé la banalisation de la possession d'armes à feu. Les différentes retraites des FDS, du MNLA et du MUJAO ont contribué à alimenter la région en armes dont certaines plus sophistiquées avec des capacités de destruction plus élevées.

De plus, l'absence de sécurisation par des forces régaliennes a conduit chaque famille à s'armer pour ne pas subir la loi des détenteurs d'armes. De nos jours, il semble rare de trouver une famille ne possédant pas d'armes pour se défendre.

« Toutes les familles de Gao sont armées aujourd'hui, il y a entre une à trois armes dans chaque famille et en termes de statistique, en termes de nombre de décès, les civils ont dépassé les porteurs. »³²

La prolifération des armes dans un contexte d'insécurité généralisée est aussi loin de favoriser le travail de sécurisation des FDS. Qui plus est, les FDS sentent elles-mêmes des potentielles cibles pour des individus ou groupes d'individus ayant plus intérêt au maintien de la situation actuelle. Pour un gendarme :

« L'insécurité est due à la population même, comme c'est la circulation anarchique des armes, tout le monde est armé ce qui fait craindre la vie des FDS même. »³³

De l'avis des FDS consultées, on s'aperçoit que des pans entiers des populations contribuent, directement ou indirectement, à alimenter le sentiment d'insécurité.

Les populations elles-mêmes, vecteur d'insécurité ?

D'après les propos des FDS, on s'aperçoit que la plupart des braquages ou des dépouillements de forains seraient en réalité l'œuvre des jeunes de Gao qui sont pourtant les premiers à dénoncer l'absence de sécurité :

« Aujourd'hui, tous les vols qui se passent en ville sont les jeunes de Gao, lors des patrouilles mixtes, la majorité des personnes qui circulent sont sans papiers conformes des véhicules ou des motos qu'ils roulent. De plus, même s'ils commettent des actes répréhensibles, ils sont les premiers à appeler pour qu'on intervienne en leur faveur. »³⁴

Ce paradoxe est d'autant plus difficile à comprendre que les mêmes jeunes ont toujours tendance à accuser les FDS d'inaction.

Aussi, de plus en plus, il est établi que des éléments des FDS sont constamment attaqués par les mêmes populations pour raison de vengeance à leur égard ou parce qu'ils représentent l'Etat :

« On ne se sent pas en sécurité car certains n'hésitent pas à venir nous agresser parce qu'ils ne sont pas contents de l'interpellation de leurs amis ou d'un frère. »³⁵

Même en possession de preuves matérielles irréfutables, les FDS subissent de fortes pressions pour libérer tel ou tel individu le plus souvent pris en flagrant délit. Ces interventions, disent-ils, sont d'autant plus frustrantes qu'elles proviennent des élus de la République ou de hauts responsables locaux :

« On ne sait plus si certains élus sont devenus des membres des mouvements armés ou quoi ! Lors d'une interpellation d'individus ayant commis des délits à quelques kilomètres de Gao, le Maire de la commune est intervenu pour qu'on les libère en disant que ce ne sont pas des bandits, sans tenir compte de nos preuves. Ce que je ne comprends pas, quand nous ne faisons rien, on nous taxe de ne pas agir et quand on intervient, on nous dit de libérer même en cas de flagrant délit. »³⁶

³² Focus groupe FDS, Gao, janvier 2018

³³ Focus groupe FDS, Gao, janvier 2018

³⁴ Focus groupe mouvements armés, Gao, février 2018

³⁵ Focus groupe FDS, Gao, janvier 2018

³⁶ Focus groupe FDS, Gao, mai 2018

Ce comportement à la carte des populations est source de frustration chez des éléments des FDS consultés :

« C'est comme si les populations agissent uniquement quand ça les arrange et quand ça ne les arrange pas, les FDS sont fautives. »³⁷

De leur côté, les FDS consultées disent avoir elles-mêmes des préoccupations sécuritaires. Il s'avère que même les différentes composantes des FDS sont également braquées en plus des civils :

« Aujourd'hui, on ne sait plus quoi dire, ces gens ont enlevé la voiture de la police, de la garde nationale, de la gendarmerie, du juge, du MOC, du directeur de l'APEJ etc. Qu'est-ce que les populations sont censées faire, quand des porteurs d'uniformes sont débarqués de leurs voitures étant armées ? »³⁸

Ces propos révèlent un aspect méconnu de l'intériorisation de la crise par les autorités : l'absence de sécurité pour ceux qui devraient ramener la sécurité.

En effet, il est connu depuis le retour de l'Etat à Gao que les administrateurs locaux affectés dans des zones particulièrement dangereuses et ne bénéficiant pas de la protection des FDS, abordent leur propre sécurité avec beaucoup d'appréhension. De la sorte, ils préfèrent gérer les affaires courantes soit depuis Gao ville, soit en manifestant leur présence dans leur zone pendant le jour tout en regagnant le centre-ville dès la tombée de la nuit.

« Aujourd'hui, on ne peut pas en vouloir aux autorités de vouloir se sécuriser car on ne sait vraiment plus trop qui est qui même si je comprends les difficultés des populations. »³⁹

Ces déplacements sont parfois dénoncés par les populations qui y voient un signe de fébrilité de la part de l'Etat lorsqu'il s'agit de protéger ses propres agents en service. Dès lors, les populations affirment que s'il en est ainsi, comment l'Etat pourra-t-il assurer leur sécurité ?

Devant sécuriser les communautés et les agents

de l'Etat, elles ne se sentent pas en sécurité, face aux violences quotidiennes dans la région de Gao. Pour les FDS, ce que les populations appellent « inaction » repose sur plusieurs facteurs. D'abord, elles relèvent l'absence du soutien des communautés dont la collaboration ne serait pas totale. Ceci crée un paradoxe qui contribue à alimenter la méfiance des populations dans leurs rapports avec les porteurs d'uniforme.

1.2 Un déficit de confiance entre populations et FDS de plus en plus accru

De l'avis de plusieurs participants à la recherche :

« Les personnes qui sont chargées de travailler pour les communautés font le contraire de ce qui est attendu d'elles. »⁴⁰

L'insécurité persistante à Gao et environs et l'inaction supposée ou avérée des FDS à y faire face pèserait lourdement sur la confiance que les populations peuvent accorder aux porteurs d'uniforme. Outre ces facteurs, il faut relever que la chute brutale de l'Etat à Gao provient du retrait de l'armée face à l'avancée des forces rebelles et jihadistes.

Le retrait des FDS et les incompréhensions autour du « repli tactique »

Un important facteur de discorde entre les FDS et les populations réside dans l'interprétation du retrait de l'armée de la région. Dès lors, les populations consultées peinent à croire qu'en dépit de cette réalité, l'armée ait décrété un mouvement de retrait face à l'avancée des forces rebelles et jihadistes ; lequel retrait a fortement alimenté la détérioration des rapports de confiance entre les deux parties. Mieux, il a même entamé la crédibilité de l'Etat aux yeux des populations.

37 Focus groupe FDS, Gao, mai 2018

38 Focus groupe FDS/populations, janvier 2018

39 Focus groupe OSC, Gao, novembre 2017

40 Entretien individuel avec une notabilité traditionnelle, Gao, juin 2018

« L'Etat n'a plus aucune considération pour les populations. De plus avec ce qu'il appelle le repli tactique, ça a fait que la population n'a plus confiance en son armée et quand tu n'as plus confiance en quelqu'un, tu ne peux plus avoir de considération pour lui. »⁴¹

L'une des difficultés majeures de la consolidation du retour de l'Etat à Gao a résidé dans les conditions de son départ. Si sur le plan de la gouvernance, les rapports étaient plus que détériorés entre les populations et les autorités, la situation n'était pas mieux entre les populations et les FDS. En ce que plusieurs griefs préalablement adressés aux FDS par les populations sont nombreux et variés.

Selon des participants à cette recherche, la chute brutale du système de défense face à l'avancée des forces rebelles et jihadistes s'explique par la non-appropriation des enjeux sécuritaires de Gao. Selon eux, les éléments des FDS ont plutôt cherché à se mettre à l'abri qu'à protéger les populations.

« On nous a abandonnés, voici la vérité, malheureusement nous ne pouvions fuir car nous avons tout ici, familles, biens etc. »⁴²

Le retrait précipité des FDS serait dû à la présence, en son sein, d'un plus grand nombre d'éléments venant des régions du sud. La non-appropriation par eux des enjeux à la fois collectifs et sociétaux expliquerait en partie, aux yeux des personnes consultées, la rapidité de leur repli et donc la chute de la ville :

« Ce qui ne serait jamais arrivé si la plupart des éléments FDS étaient ressortissants de la région. Ils songeraient prioritairement à protéger leurs pères, mères, frères, sœurs, épouses et leurs cultures, terres et honneurs menacés. »⁴³

Pour nuancer ces propos, la présidente des femmes élues du nord, cite :

« L'armement que j'ai vu quand je quittais Gao était supérieur aux armes de nos militaires, donc je comprends

que l'armée ait voulu se replier sur Sévaré. »⁴⁴

De leur côté, les acteurs mis en cause par ces accusations ont un autre son de cloche. En effet, pour les FDS, et globalement les autorités administratives, notamment le gouverneur, on ne peut parler d'une mainmise du sud sur l'armée car celle-ci est nationale, dans toutes les régions y compris Gao.

Toujours est-il que le repli tactique de l'armée a fortement alimenté l'état de détérioration des rapports de confiance entre les deux parties. Ce retrait de l'administration et de l'armée de Gao, première région militaire, fut une étape cruciale, la ligne de fracture entre les populations et l'Etat et le début d'un rapport nouveau et complexe. Et on ne peut comprendre les péripéties liées au retour de l'Etat, les remontrances des populations à l'endroit des autorités administratives et militaires qu'à la lumière de ce passé récent. Au point que certaines populations consultées posent comme préalable au rétablissement de rapports de type nouveau entre les deux parties, la demande de pardon des autorités aux populations :

« L'armée doit demander pardon aux populations et admettre sa faute en acceptant qu'elle a fui au lieu de parler de repli tactique. »⁴⁵

Elles ajoutent :

« Le gouvernement n'a pas payé Gao pour les actes patriotiques entrepris par les femmes et les jeunes et tant que l'Etat ne sera pas reconnaissant pour cet acte, ça n'ira pas. »⁴⁶

Le sentiment d'abandon des populations

« Les représentants de l'Etat au niveau cercle et aux alentours de Gao dorment tous à Gao en laissant les communautés pour lesquelles ils sont déployés à la merci des agresseurs. Beaucoup de ces administrateurs ne sont pas contents d'être affectés à Gao c'est pour

41 Focus groupe Sonrhaï, Gao, juillet 2017

42 Focus groupe Sonrhaï, Gao, juillet 2017

43 Focus groupe femmes sédentaires, Gao, mars 2018

44 Entretien individuel avec la présidente des femmes élues du nord, Gao, janvier 2018

45 Focus groupe MOC, Gao, novembre 2017

46 Focus groupe femmes sédentaires, Gao, mars 2018

cela que nous ne voulons pas d'eux. De même, tous les agents des services utiles de l'Etat (impôts, douanes, trésor) sont toujours à Bamako depuis la crise et cela en complicité avec les responsables de ces structures qui sont les rebelles. »⁴⁷

De nombreuses critiques sont particulièrement destinées aux FDS qui, selon les populations consultées, ne seraient pas prédisposées à jouer pleinement leurs rôles. Ainsi pour une participante au focus femmes nomades :

« On constate l'absence de forces dans les communes, tout est concentré sur Gao ville et le pire est qu'on ne sent aucune motivation en elles, c'est comme si nous sommes dans une période ordinaire. »⁴⁸

Si les jeunes et les populations de manière générale reprochent à l'Etat et aux FDS leur ingratitude, il faut savoir que les FDS également, de leur côté, ont beaucoup de griefs à adresser aux populations. Pour les FDS, si celles-ci sont restées pendant l'occupation, c'est parce qu'elles entretenaient une complicité active avec les envahisseurs. Certains éléments des FDS vont plus loin en définissant ces personnes-ci de « *complices et de collabos* ». ⁴⁹

En effet, pour des éléments des FDS consultés :

« Malgré cette réalité, qui est aussi de ne pas mettre tout le monde dans le même panier, les bandits qui sévissent en ville et commettent des actes sont dans les quartiers et logés par certaines populations. »⁵⁰

« Certains militaires ont été dénoncés par les mêmes populations au MUJAO et au MNLA sans défense. »⁵¹

En plus de cela, certaines FDS consultées disent être dans une situation difficile quant à la sécurisation des populations :

« Aujourd'hui, les FDS ont les mains liées, ils ne peuvent pas faire comme les autres groupes. Nous, nous sommes tenus par les DH, et le DIH donc nous nous devons d'agir

sous le couvercle de la loi même si les populations sont impatientes et irritées des fois contre nous. Elles doivent comprendre que nous sommes là pour elles, quoi qu'elles peuvent (sic) penser. Sans populations il n'y a pas d'armée. »⁵²

Ce décalage entre les attentes des populations envers l'Etat en matière de sécurité et la réalité du terrain affecte sérieusement leur relation de confiance.

FDS et communautés nomades : méconnaissances des valeurs sociétales versus esprit de vengeance ?

Une partie des populations nomades consultées adressent des griefs particuliers aux FDS concernant le traitement réservé aux chefs de tribus. Ces reproches affectent sérieusement l'état de la confiance entre porteurs d'uniforme et communautés nomades.

« L'armée fait des pratiques néfastes contre les Touaregs, contraire à notre code de valeur à travers des interventions brusques dans les campements, en fouillant et en rabaissant les hommes. Certains obligent les autorités traditionnelles à enlever le turban, chose insupportable, déshonorante et frustrante. »⁵³

On ne peut comprendre l'ampleur de ces reproches qu'en se référant au rôle des valeurs sociétales dans le fonctionnement de ces communautés. La stratification sociale ainsi que les rôles et responsabilités attribués à chaque homme ou catégorie d'hommes lui confèrent un traitement spécifique en termes de rang et d'honneur qui doivent être préservés en toutes circonstances. Concrètement, demander à une autorité traditionnelle d'enlever en public son turban - quelle que puisse être la pertinence de cette requête - s'avère être un acte condamnable, aux yeux des us et coutumes de ces localités.

Les stratégies d'engagement sur le terrain des FDS dans ces campements nomades ne tiennent donc

47 Focus groupe Sonrhâï, Gao, juillet 2017

48 Focus groupe jeunes nomades ruraux et urbains, Gao, janvier 2018

49 Focus groupe Djébock/Anchawadji, Gao, janvier 2018

50 Focus groupe FDS, Gao, janvier 2018

51 Entretien individuel avec le préfet d'Ansongo, Gao, juillet 2018

52 Focus groupe FDS, Gao, janvier 2018

53 Focus groupe Arabe-Touareg, Gao, juillet 2017

pas compte de ces valeurs sociétales à préserver : ceci soulève beaucoup de frustrations de la part des populations nomades, voire des esprits de vengeance.

Le déficit de confiance engendre une collaboration timide

Il existe donc un réel déficit de confiance entre populations et FDS, provoqué par plusieurs facteurs. Ce déficit empêche une collaboration effective entre les deux parties.

Les populations de Gao affirment qu'elles ne peuvent efficacement collaborer avec les porteurs d'uniforme en ce que les personnes dénoncées par leurs soins aux FDS sont quasi systématiquement relâchées : ceci sème la peur parmi les personnes ayant dénoncé des bandits.

« Nous, nous amenons les bandits à la police et à la gendarmerie, c'est à eux de prendre la relève mais malheureusement, on revoit ces mêmes gens quelques jours après des fois. »⁵⁴

Cette « peur de dénoncer » pour cause de représailles et par défaut de protection des témoins s'avère toujours être une limite à la collaboration effective entre populations et FDS, provoquant un refus de collaborer des populations. Ce refus de collaboration implique un cercle vicieux dans lequel les FDS regrettent, à leur tour, l'absence de dénonciation des malfrats ou présumés comme tels dont les actes resteraient ainsi impunis faute de preuves à leur endroit.

Les populations, quant à elles, arguent que même en cas de dénonciation, les FDS répondent tardivement après la menace ou ne répondent tout simplement pas. Un participant aux consultations fustige :

« Des fois, soit ils viennent plusieurs heures après l'acte posé, soit, ils ne viennent pas. Surtout la police qui est totalement effacée à Gao. »⁵⁵

Qui plus est, les populations ont le sentiment que certains éléments des FDS dévoilent l'identité de leurs informateurs ou les soumettent à de multiples interrogatoires.⁵⁶ Ces questions de la protection de la source d'information fournie aux FDS par les populations et les possibilités de libération des personnes incarcérées sont quasi récurrentes dès lors que l'on évoque les types de relation entre populations et FDS.

« Vu qu'on voit toujours les gens qui commettent des actes en liberté après, on ne peut que se poser la question d'une possible complicité ou manque de rigueur de la part des forces de sécurité. »⁵⁷

Quant à la peur de dénoncer, elle est souvent dictée par la volonté des communautés de protéger leurs membres, quelle que soit la gravité de leurs faits. Ici, la solidarité intracommunautaire l'emporte sur l'esprit de collaboration avec les FDS. Un chef de village abonde dans ce sens :

« Aujourd'hui, tous les chefs protègent leurs bandits et tant que ces pratiques continuent, il ne pas va y avoir de changement. »⁵⁸

54 Focus groupe FDS, Gao, janvier 2018

55 Focus groupe femmes sédentaires, Gao, mars 2018

56 Interpeace et IMRAP, *Renforcement de la confiance entre populations civiles et les Forces de défense et de sécurité : diagnostic et solutions pour une paix durable au Mali*, juin 2016. La question de la protection de la source d'information fournie aux FDS par les populations et les possibilités de libération des personnes dénoncées est récurrente dès lors que l'on évoque les types de relation entre populations et FDS.

57 Focus groupe notabilités traditionnelles, Gao, octobre 2017

58 Focus groupe notabilités traditionnelles, Gao, octobre 2017

1.3 Prolifération des mouvements armés : protection ou menace pour les communautés ?

« Il y a plus de dix mouvements armés et avec plus de 200 pick-up qui circulent et qui font ce qu'ils veulent sans le contrôle de qui que ce soit dans la ville de Gao. »⁵⁹

Depuis la signature de l'Accord pour la paix, on assiste aussi à une prolifération de mouvements armés dans la région de Gao, prétendant défendre les intérêts de telle ou telle communauté. Or, les personnes consultées lors de cette recherche affirment plutôt que les mouvements armés sont devenus un facteur de l'insécurité pour les communautés.

« Le problème aujourd'hui, ce sont les leaders des mouvements qui ont mis dos à dos les populations, c'est à eux que les populations obéissent, c'est à eux de régler les problèmes. »⁶⁰

Du fait de la liberté qui est accordée aux mouvements armés sans entrave dans la circulation ou du moins de leur non-respect des restrictions, ils menacent la sécurité des populations. Dans leurs modes opératoires, ils se substituent aux FAMA, ce qui les fragilise davantage :

« Les mouvements armés ne doivent pas faire le travail des forces armées comme on le voit à longueur de journée car ils n'ont pas la formation requise ni l'habilitation pour faire ce travail pour le moment. »⁶¹

Lorsqu'on observe les modes de fonctionnement de ces mouvements armés, on s'aperçoit qu'ils sont le plus souvent formés de jeunes en conflits avec la loi, déjà dans le monde des trafics ou, au mieux, sont au chômage.⁶²

« À Gao, il y a trop de chômage, la plupart des jeunes ne travaillent pas donc ils sont faciles à enrôler. »⁶³

Les mouvements armés constituent une source d'insécurité pour les communautés à défaut d'un contrôle des forces régulières sur eux. Leur composition les prédispose à la commission d'actes répréhensibles (vols, viols, assassinats, braquages) le plus souvent sur fond d'insécurité ambiante. La peur inspirée par leurs actions dans les villages ou dans les périphéries des villes incite au silence des communautés ainsi dépourvues de tout moyen de résistance :

« Des mouvements armés non identifiés entrent dans les villages, font ce qu'ils veulent et repartent comme ils sont venus et personne n'ose dire quoi que ce soit. »⁶⁴

Pour certaines communes ou villages, l'absence de tout contrôle sur les mouvements armés a débouché sur un abandon total par les autorités de ces localités.

« La commune de Boula est devenue un Afghanistan malien aujourd'hui qui regroupe tous les groupes armés (CMPRF1, CMPRF2, Gatia, MSA). Ils entretiennent entre eux beaucoup de conflits de leadership et de gestion de l'espace. Ils utilisent ces groupes pour faire leurs forfaits. Il suffit de mettre un drapeau derrière un pickup et rentrer comme tu veux dans la ville sans être inquiété par les gendarmes. »⁶⁵

À l'observation, les mouvements armés favorisent la compétition interethnique en accentuant les divisions en ce qu'ils affirment, le plus souvent, agir au nom d'une communauté déterminée. Leur identification à un groupe ou communauté est censé leur conférer une certaine légitimité.

« Auparavant, les mouvements étaient contre l'Etat, mais aujourd'hui ils se battent les uns contre les autres créant des problèmes entre les communautés. »⁶⁶

59 Focus groupe MOC, Gao, août 2017

60 Focus groupe Arabe-Touareg, Gao, août 2017

61 Focus groupe FDS, Gao, janvier 2018

62 Interpeace, IMRAP et Indigo, « 'Je marche avec les garçons' Trajectoires des jeunes vers la violence, miroir des dynamiques de genre à l'échelle de leur société ? Une analyse locale des rôles de genre et des pressions sociales en Côte d'Ivoire et au Mali. », novembre 2017

63 Focus groupe FDS, Gao, janvier 2018

64 Focus groupe civils, Gao, juillet 2017

65 Focus groupe civils, Gao, juillet 2017

66 Focus groupe Arabe-Touareg, Gao, août 2017

Cette posture de défense de communauté conduit davantage à attiser les rivalités locales, créer les conditions les plus favorables à l'affrontement intercommunautaire tout en éloignant ainsi les perspectives d'un règlement pacifique et non violent de conflits de basse intensité.

Le sentiment de puissance des mouvements armés favorise non seulement la libre circulation des armes mais aussi l'impunité, car à chaque fois qu'une personne arrêtée se réclame d'un mouvement, elle est

aussitôt libérée à cause de la pression des leaders des mouvements. Pour un juge de Gao :

« Certains bandits sont libérés faute de preuve et de témoin ou par la pression des chefs des mouvements armés. »⁶⁷

En réalité, comme il en sera question au chapitre 3, la multiplication des mouvements armés participe à la dimension « business », de l'effet d'aubaine de la crise.

1.4 Le Mécanisme Opérationnel de Coordination : un outil de paix et de résilience entre rejet et acceptation

On ne saurait évoquer les facteurs d'insécurité à Gao sans évoquer l'impact de l'arrivée du Mécanisme

Opérationnel de Coordination (MOC).

67 Entretien individuel avec un juge, Gao, septembre 2017

Encadré 1.2 | Le MOC et son mandat

Le MOC est à Gao depuis janvier 2017, avec initialement 600 éléments dont 200 FAMA, 200 Plateforme, 200 pour la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA). Cet effectif est passé à plus de 700 éléments avec la pression des mouvements armés non signataires de l'Accord. Le mécanisme possède une coordination qui comprend trois antennes régionales : Gao, Tombouctou et Kidal, toutes désormais opérationnelles. Cheville ouvrière de la mise en œuvre de l'Accord, l'antenne de Gao depuis son installation peine pourtant à réaliser cet objectif et fait face à des difficultés, notamment l'attentat du 18 janvier 2017 ayant causé plus d'une cinquantaine de morts et une centaine de blessés. Les trois missions dévolues au MOC dans l'Accord sont : l'accompagnement des combattants de leur base jusqu'aux sites de cantonnement, sécuriser donc leur déplacement ; la sécurisation des combattants une fois dans leur site de cantonnement ; combler le vide sécuritaire avant le retour définitif des FDS.⁶⁸

68 Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, 2015

En effet, aussi paradoxal que cela puisse paraître, l'installation du MOC à Gao a coïncidé avec une recrudescence de l'insécurité. Les combattants nomades des patrouilles mixtes y seraient particulièrement pointés du doigt, à tort ou à raison. Même à tort, le fait que des suspicions soient portées sur leur comportement rend la mission du MOC plus difficile que prévue :

« Ôter banalement la vie à d'innocentes personnes, le vol de voiture, les braquages sont courants et tout cela s'est accentué avec la présence du MOC et tant qu'ils seront là, nous ne serons pas en paix. Ils ont tout déstabilisé. Comment des gens qui volent leurs propres voitures peuvent sécuriser les populations ? »⁶⁹

69 Focus groupe civils de Bourem, juin 2017

Les frustrations ressenties par les populations se sont alors manifestées par le rejet des combattants nomades qui sont vus comme les principaux acteurs de ces braquages, vols et banditisme en ville. La recrudescence du grand banditisme serait imputable aux éléments du MOC, n'ayant reçu aucune formation et avec très peu de contrôle :

« Avec l'arrivée du MOC, tout a augmenté : les vols, les vols. »⁷⁰

Pour le coordinateur du MOC, le MOC est la cheville ouvrière pour l'aboutissement du processus de paix. Les missions du MOC incluent :

« L'accompagnement des combattants dans leur base jusqu'aux sites de cantonnement, sécuriser donc leur déplacement ; secundo, c'est de sécuriser les combattants une fois dans leur site de cantonnement ; et tertio, combler le vide sécuritaire avant le retour définitif des FDS. »⁷¹

En évidence, étant dans la ville de Gao, les patrouilles se doivent d'épauler les autres forces déjà sur place :

« Nous ne pouvons pas rester en marge de la sécurisation de la ville. C'est pourquoi on patrouille avec la MINUSMA. On ne peut pas rester pour dire que nous c'est pour le cantonnement ou le DDR et on ne fait rien. Donc on participe à la sécurisation à Gao et souvent on patrouille sans la MINUSMA, en nombre peut être insuffisant. »⁷²

Force est de constater que la missions du MOC est méconnue par beaucoup de personnes. Aux yeux des populations, au lieu de remplir une de ses missions clés, la structure intégrée serait plutôt un facteur d'insécurité pour celles-ci :

« Le MOC ne joue pas bien son rôle. [...]. Et ce sont les mêmes personnes qui sont au MOC qui sont en train de braquer les gens dans les rues, prendre leur moto et leur véhicule. »⁷³

Cette causalité établie par les populations entre la présence du MOC et l'augmentation des actes déviants est le motif principal de rejet par les communautés qui, contrairement aux espoirs qu'elles avaient à l'évocation des patrouilles mixtes, semblent être déçues :

« La présence du MOC est nocive pour la vie des populations civiles. Nous n'avons plus envie de vivre avec eux parce qu'ils [le MOC] constituent un danger pour les populations civiles. C'est pourquoi nous avons toujours demandé que ces groupes armés puissent être amenés à des kilomètres, des kilomètres et des kilomètres de la ville. »⁷⁴

Les officiers du MOC sont conscients de cette difficulté et ont pris des dispositions contre les éléments mis en cause pour toute action visant à causer du tort aux populations.

Mais d'après un autre officier :

« Il faut reconnaître que l'arrivée du MOC a facilité la liberté et la présence de mouvements armés en ville. »⁷⁵

De fait, le MOC fait face à deux défis majeurs pouvant expliquer ses débuts difficiles : sa propre cohésion et ses rapports avec les populations. Pour sa cohésion interne, il faut savoir que de par sa composition, le MOC fait collaborer ensemble les anciens ennemis d'hier : FAMa, Plateforme et CMA. Les souvenirs des affrontements passés ne se sont pas encore totalement dissipés.

« On ne peut pas comprendre que des gens qui se sont tués, égorgés, étranglés, que des gens qui se sont assassinés à Aguelhok, vous pensez que ceux-ci-là doivent cohabiter dans la même ville à main levée avec ceux-là qui sont à l'origine de cela. Très difficilement ! »⁷⁶

À cet effet, le rôle d'espace de socialisation du MOC est plus que crucial en ce qu'il permet à des éléments qui se sont combattus dans un passé non lointain de

70 Focus groupe femmes sédentaires, Gao, mars 2018

71 Entretien individuel avec le Général Coulibaly, coordinateur du MOC, Gao, décembre 2017

72 Focus groupe MOC/Radio, Gao, janvier 2018

73 Focus groupe jeunes sédentaires et nomades, Gao, juin 2018

74 Rencontres communautaires entre le MOC et les quartiers, juillet 2018

75 Restitution des rencontres entre le MOC et les quartiers, Gao, juillet 2018 (Alors qu'il est stipulé dans l'Accord pour la paix issu du processus d'Alger que les tous mouvements armés devraient être à 20 km de la ville)

76 Focus groupe MOC/jeunes, Gao, octobre 2017

surpasser leurs ressentiments et de regarder l'avenir ensemble :

« Le MOC est un espace de socialisation pour que des gens qui se combattaient apprennent à cohabiter, à s'éduquer, à pardonner pour construire la future armée reconstituée. Ce dispositif est amené à évoluer car c'est comme un bébé qui doit passer par tous les cycles de développement avant d'arriver à maturité et cette maturation ne peut se faire sans l'aide et la compréhension de la population. »⁷⁷

Vis-à-vis des populations, la difficile acceptation du MOC vient aussi du fait que les combattants de la CMA en son sein sont vus par les communautés sédentaires comme des anciens bourreaux non repentis. Leur présence au sein du MOC est comprise comme un retour des anciens occupants du MNLA alors même qu'aux yeux de populations sédentaires, ces derniers seraient à l'origine de toute la crise de 2012. Vu sous cet angle, le MOC serait considéré comme un outil institutionnel de rédemption pour des ex-combattants nomades. Ce qui paraît difficilement acceptable :

« La population ne peut pas comprendre que hier tout près, des gens qui nous tiraient dessus puissent venir ici assurer notre sécurité. Une population qui voyait hier X qui a violé ma sœur, X qui a volé ma moto, Y qui a cassé notre maison et Z qui a assassiné mon frère et qui se

trouve au MOC, pensez-vous que je vais le regarder de la même manière que toi qui as vécu à Bamako ? Non ! »⁷⁸

Malgré cela, il ressort lors des consultations l'importance du MOC en tant que mécanisme de confiance et de consolidation de la paix. Il fait partie d'un dispositif global qu'est l'Accord issu du processus d'Alger et qui, comme le MOC, est adaptable. Ainsi pour le chef Songhaï :

« Le MOC fait partie de la construction de la paix. Les patrouilles mixtes, c'est l'entrée du boulevard de la paix et la réconciliation. Mais attention ! Un boulevard il y a des stops, des sens interdits, des ronds-points et des priorités à droite. Ça pour dire en gros que cet Accord n'est pas une Bible ni un Coran, c'est un compromis. »⁷⁹

La mission du MOC est mal perçue par certains participants, parce que celui-ci n'est pas vu comme un mécanisme de confiance, mais plutôt comme une source d'emploi pour une partie de la jeunesse de Gao d'abord. De leurs avis, ce sont eux qui devraient faire partie du MOC contrairement à d'autres jeunes venus d'ailleurs :

« Certains jeunes rejettent le MOC parce qu'ils auraient préféré être à la place de ceux qui y sont, c'est seulement de la jalousie. »⁸⁰

77 Rencontres communautaires entre le MOC et les quartiers, Gao, juillet 2018

78 Focus groupe civils, Gao, mars 2017

79 Entretien individuel avec le chef Songhaï, Gao, juin 2017

80 Focus groupe chefs de quartier et MOC, Gao, octobre 2018

Encadré 1.3 | Le MOC au cœur des dynamiques nouvelles de résilience et de réconciliation

« Le MOC fait partie de la construction de la paix. Les patrouilles mixtes, c'est l'entrée du boulevard de la paix et la réconciliation. »⁸¹

Si ces difficultés de cohabitation *sus mentionnées* étaient bien réelles au démarrage des activités du MOC, il convient de relever que la nature des rapports entre la structure intégrée et les populations a considérablement évolué. Les participants à cette recherche ont quand même confirmé l'importance de la collaboration entre MOC et populations pour la réussite de la mission du mécanisme.

81 Entretien individuel avec le Chef Songhaï, Gao, juin 2017

Des activités de sensibilisations menées conjointement notamment dans les neuf quartiers de Gao et entre différentes couches sociales qui s'ignoraient jusqu'à maintenant (jeunes Tamasheq, Arabes et sédentaires, associations de femmes entre autres). La forte implication des chefs de quartiers a permis *un début de décrispation* des relations particulièrement tendues entre MOC et populations.

Les résultats obtenus à l'issue de ce processus de rapprochement permettent d'envisager les relations MOC-populations sous un autre angle que celui de la seule défiance. En effet, des actions communautaires conjointes telle la réalisation d'une salle de gymnastique aménagée dans les locaux du Conseil Régional de la Jeunesse, tout comme des émissions radiophoniques réalisées ensemble par les leaders de jeunes et le Commandement de la structure intégrée sur les objectifs de cette dernière, permettent un début de fraternisation entre jeunes et MOC.

Mais bien plus, la demande de pardon adressée aux populations par le Commandement du MOC et son acceptation par la leader des femmes a beaucoup contribué au rapprochement.

« Le fait que le MOC est venu dans les quartiers parler de sa mission et nous demander pardon nous apaise aujourd'hui. Désormais, nous allons les appuyer pour leur acceptation. »⁸²

Ceci est gage de réussite pour la mission de la structure :

« Sans populations, aucune force ne peut sécuriser son environnement. Parce que les populations, ce sont elles les yeux et l'oreille de toute force en présence. »⁸³

82 Rencontre de sensibilisation avec les femmes, Gao, juillet 2018

83 Entretien individuel avec l'ancien coordinateur adjoint, Colonel Malick, Gao, mars 2017

1.5 Controverses autour de la présence des forces étrangères

Face à cette insécurité persistante et à l'absence de réaction des FDS, on aurait dû penser que la présence des forces étrangères aurait complété les faiblesses constatées du côté des FDS. Or, ceci serait loin d'être le cas. De l'avis des populations consultées, la MINUSMA ne jouerait pas pleinement son rôle de protection des populations, ce qui constitue la base de sa légitimité. Quant à Barkhane, dont la mission principale est de lutter contre les groupes terroristes, elle serait à la peine dans l'accomplissement de ce rôle pourtant si crucial dans la sécurisation des régions du Nord.

Il semblerait que ces forces étrangères cristallisent de nombreux griefs des communautés. Pour les uns, elles seraient présentes sur le territoire national juste pour défendre leurs propres intérêts, loin donc de leurs mandats respectifs :

« Nous constatons un manque d'impartialité, de neutralité de la MINUSMA et Barkhane entre la CMA et la Plateforme. Ils sont là pour leurs intérêts et non pour les populations. Ils ont même tiré sur la population en janvier 2015. C'est Barkhane même qui amène les conflits. Ils savent où se trouvent les terroristes, mais ils partent arrêter des innocents. Cela amène des conflits. »⁸⁴

Pour d'autres, les forces étrangères empêcheraient même les FAMA d'accomplir leurs missions de sécurisation des personnes et de leurs biens :

84 Focus groupes hétérogène Arabe-Touareg, Gao, juillet 2017

« On a [les forces étrangères] empêché l'armée de progresser dans le nord sur son propre sol devant tout le monde sans que personne ne réagisse. Donc on ne peut pas confier sa maison à des étrangers. »⁸⁵

En plus de ces accusations de partialité, il est reproché à ces forces leur manque de réactivité, tout comme aux FDS maliennes :

« Quand nous avons des problèmes, des attaques, des enlèvements, on appelle la MINUSMA, on appelle Barkhane mais personne ne vient ; nous sommes laissés à nous-mêmes. »⁸⁶

Il ressort des consultations que la plupart de ces griefs proviennent d'une incompréhension des rôles et responsabilités de chaque force en présence.

Pour les Nations Unies, elles jouent un rôle d'appui aux forces maliennes :

« Lors de notre entretien avec le commandant de UNPOL, cette autorité nous a dit que maintenant que l'armée malienne est revenue c'est à elle de prendre en charge la sécurité des populations, voilà nous en sommes là. »⁸⁷

Pour d'autres personnes consultées, les forces étrangères constituent des dangers potentiels pour les communautés, en ce qu'elles sont souvent la cible d'attaques pouvant toucher de personnes innocentes.

« Si tu vois que les envahisseurs d'hier reviennent nous agresser c'est à cause des forces étrangères qu'ils veulent voir partir. »⁸⁸

De même, les routes qu'elles empruntent aussi

sont souvent infestées de mines pouvant toucher les communautés. En somme, il semble y avoir un décalage entre l'attente des populations, qui est la lutte contre l'insécurité résiduelle, la protection des personnes et des biens, et les canevas d'intervention de ces deux missions étrangères, à savoir la lutte contre le terrorisme au Sahel et l'appui à la mise en œuvre de l'Accord pour la paix au Mali.

Cela dit, certains participants à la recherche reconnaissent aussi le rôle de la MINUSMA dans le développement socio-économique de la région.

« Malgré ce que les gens disent, la MINUSMA fait des choses qu'il faut reconnaître, elle a financé beaucoup de petits projets en ville, elle aide la jeunesse, les femmes, elle a équipé des cybers etc. Aujourd'hui, combien de jeunes travaillent au super camp directement et indirectement avec des salaires au-dessus de la moyenne ? »⁸⁹

La persistance du sentiment d'insécurité perçu par les populations de Gao est donc l'une de leurs préoccupations majeures : qu'elle soit causée par les FDS elles-mêmes, la libre circulation des armes, la prolifération des mouvements armés, le MOC ou les forces étrangères, les populations de Gao ne se sentent pas protégées et vivent dans un climat tendu. Qui plus est, il ressort des consultations l'impact néfaste que cette persistance de l'insécurité a eu sur les relations intercommunautaires. A cet effet, le chapitre II s'attèle à l'analyse de l'impact de la crise et de la persistance de l'insécurité comme facteurs alimentant la détérioration des rapports entre les communautés sédentaires et nomades dans la région de Gao.

85 Focus groupe nomades, Gao, février 2018

86 Focus groupe femmes sédentaires, Gao, mars 2018

87 Focus groupe Sonrhâï, Gao, juillet 2017

88 Entretien individuel avec une notabilité traditionnelle, Gao, juillet 2018

89 Focus notabilité traditionnelle, Gao, octobre 2017

CHAPITRE II

PERCEPTIONS ET VICTIMISATIONS RÉCIPROQUES DES COMMUNAUTÉS

Chapitre II : Perceptions et victimisations réciproques des communautés

« Certaines communautés sont favorisées par rapport à d'autres. C'est cela l'injustice que moi je sors de la mauvaise gouvernance. Cela a créé beaucoup de murs de méfiance entre les autorités et les communautés, entre l'Etat et le citoyen, entre la justice et le justiciable, entre les forces armées et le citoyen. »⁹⁰

L'analyse des dynamiques de conflits à Gao a démontré que la coexistence des communautés est facteur de tensions multiformes.

Aujourd'hui à Gao, chaque communauté cherche à se placer dans une logique de défense identitaire. Les relations historiques et sociales entre communautés à Gao se sont effritées, en premier lieu, à cause de l'avènement de la crise, et ensuite avec le retour de la gestion de l'Etat. L'Etat est aujourd'hui taxé de générer de l'injuste et de provoquer davantage de frictions entre les communautés de Gao.

« La base de tous nos problèmes, c'est l'injustice. Nous avons toujours indexé les autorités comme quoi elles ne sont pas justes à l'égard des populations. »⁹¹

2.1 « La destruction du tissu social » : communautarisation des tensions

« Il y a trop d'obstacles à la paix aujourd'hui car ce sont nos frères qui nous ont tués, qui nous ont violenté et c'est eux qui sont les grands patrons du Mali aujourd'hui. Quand ils parlent c'est eux qui sont écoutés, c'est eux

à qui on répond et quand ils demandent quelque chose c'est à la minute. Donc il n'y a pas d'autres ethnies ici si ce n'est pas nos frères Touaregs ? »⁹²

Ce sentiment d'une plus grande iniquité entre communautés est ressenti jusqu'au niveau des différentes couches sociales, plus particulièrement des femmes et des jeunes.

Pour les femmes ayant participé au processus de recherche, particulièrement pour les populations sédentaires, il y a des frustrations profondes, car elles se disent être les victimes d'hier et aujourd'hui. Pour elles, l'accentuation de la crise est due aux femmes nomades qui incitent les hommes à continuer la lutte armée. Bien plus, elles les nargueraient même :

« Donnez-nous les pantalons et on vous donne les pagnes. »⁹³

Cette attitude *va-t'en guerre* conduit les femmes sédentaires à désigner leurs consœurs nomades comme les clés de la réconciliation. Comme dit par un participant :

« Les femmes doivent faire davantage de pression sur leurs fils, leurs maris et concubins. »⁹⁴

Les femmes nomades consultées, de leur côté, sont loin d'être de cet avis et rejettent ces accusations.

« L'époque où leurs enfants, leurs maris les écoutaient et exécutaient leur volonté est révolue. »⁹⁵

Les femmes nomades, de leur part, affirment :

90 Entretien individuel avec le chef Songhaï, Gao, juillet 2018

91 Focus groupe civils, Gao, juin 2017

92 Entretien individuel femme leader, Gao, janvier 2018

93 Focus groupe femmes sédentaires, Gao, mars 2018

94 Entretien individuel avec le gouverneur de la région de Gao, Gao, mars 2018

95 Focus groupe nomades, Gao, janvier 2018

« Aujourd'hui, nous sommes cataloguées et faisons l'objet d'une méfiance accrue de la part des femmes des autres communautés. »⁹⁶

Ce qui se manifeste par leur mise à l'écart de toutes les rencontres initiées par les femmes sédentaires :

« Certaines communautés sont déjà cataloguées pour leur ethnie et cela ne favorise pas la paix. »⁹⁷

La crispation des rapports intercommunautaires conduit à la fragilisation des relations entre nomades et sédentaires. En effet, le cumul des rancœurs des deux communautés n'attend que de petites occasions pour se manifester au grand jour. Ainsi, pour beaucoup de sédentaires, il est plus facile d'imputer aux jeunes nomades la paternité des actes déviants commis à Gao ou dans les alentours, le plus souvent sans aucune preuve pour soutenir leurs affirmations. Pour le président de l'autorité intérimaire régionale :

« Dans un temps pas lointain, c'étaient des braquages, d'enlèvements, des morts. Cela a créé de la tension car les Sonrhäï qui se disent majoritaires se pensent agressés par l'extérieur par les autres ethnies de la région ; les autres ethnies aussi qui sont indexées disent qu'elles le sont pour des considérations raciales. Donc, tout ceci amène à des amalgames duquel il faut sortir. »⁹⁸

À l'évidence, la rapidité avec laquelle cette procédure de mise à l'index est faite à l'endroit des jeunes nomades traduit l'état des rapports entre les deux communautés.

« Toujours, quand nous nous réunissions, les Sonrhäï rejettent les problèmes sur les Touaregs, le problème c'est nous tous et la crise nous a tous touchés. Si on met tout sur les Touaregs on ne va pas avoir la solution ! Mes frères ont fait plus d'un an au camp du Niger, tu peux dire que je ne suis pas touché, des Touaregs ne sont pas morts comme tout le monde lors de la crise ? Il faut donc se ressaisir et voir notre communication entre communautés. »⁹⁹

« Pire que les armes à feu » : les amalgames, stigmatisation et leurs conséquences sociales

Les frustrations qu'engendrent les traitements jugés inégalitaires sont à la base de replis identitaires et contribuent à la crispation des relations communautaires. Les populations se sentant lésées entrent dans des dynamiques de contestation à la fois dirigées contre l'Etat et ses représentants et contre les autres communautés qui cristallisent tous leurs reproches. Ce qui contribue à créer des conditions favorables à l'insécurité.

L'injustice, estiment les participants à la recherche, est « pire que les armes à feu ». ¹⁰⁰ En effet, de l'avis des personnes consultées, chaque fois qu'il y a une manifestation d'une injustice, cela aboutit à des replis identitaires. À l'évidence, la rapidité avec laquelle cette procédure de mise à l'index est faite à l'endroit des jeunes nomades traduit l'état des rapports entre les deux communautés.

Plus précisément, on ne regarde même pas si oui ou non ce sont des jeunes nomades qui sont auteurs des délits ou crimes, mais à la faveur d'une opposition Sonrhäï - Tamasheq ou Sonrhäï-Arabe, tout ce qui arrive aux premiers est immédiatement imputé aux seconds. Ici, c'est l'ethnie qui est mise en avant et non l'individu ; ce qui porte en lui-même les germes d'une stigmatisation loin de favoriser la cohésion sociale :

« Même si des Tamasheqs ou des Arabes font cent braquages, je dis bien cent braquages, il ne faut pas dire que c'est l'ethnie tamasheq ou arabe. Tu vas trouver que c'est une bande de quelques personnes organisées souvent complices avec des sédentaires dans un réseau complet. » ¹⁰¹

L'intériorisation de ces stigmatisations et amalgames à tous les échelons des communautés (hommes, femmes et jeunes) réduit considérablement les perspectives d'une restauration de la cohésion sociale :

96 Focus groupe femmes sédentaires et nomades, Gao, mars 2018

97 Focus groupe jeunes sédentaires et nomades, Gao, février 2018

98 Focus groupe femmes sédentaires et nomades, Gao, mars 2018

99 Focus groupe Sonrhäï, Gao, juillet 2017

100 Focus groupe civils de Bourem, Gao, juin 2017

101 Entretien individuel avec le président de l'autorité intérimaire régionale, Gao, janvier 2018

« La destruction du tissu social, la méfiance entre les communautés si ce n'est pas réglé, peut amener des problèmes graves car elles [destruction du tissu social et méfiance] sont alimentées par les amalgames. Certaines communautés sont déjà perçues comme des malfaiteurs aux yeux de la majorité. »¹⁰²

Pire, la persistance de ces idées reçues sur telle ou telle communauté favorise l'apparition des éléments de stigmatisation, eux-mêmes source de tensions sociales :

« Les jeunes arabes aujourd'hui sont impulsifs et violents. Il faut qu'ils comprennent et prennent conscience de la situation que les jeunes noirs ne veulent plus se laisser faire. Ils ne sont plus disposés à tout subir. Les autorités doivent prendre leurs responsabilités pour que ce genre de malentendus ne se reproduise plus, ils doivent faire en sorte qu'il y ait plus de justice sociale entre les communautés. »¹⁰³

À la longue, la stigmatisation d'une communauté risque de conduire à une radicalisation de ses membres, particulièrement de ceux qui, jusqu'à cette date, se sont abstenus d'entrer dans cette dynamique ethnico-raciale.

« Il faut sensibiliser nos frères des zones nomades qui, souvent, sont derrière certains actes à Gao, ce qui amène une indexation de nous tous car nous sommes tous Touaregs ou parce que tu as la peau claire. Comment vivant à Gao, étudiant à Gao, je peux braquer des gens de Gao ? »¹⁰⁴

Leur mise en cause quasi certaine à l'issue d'un acte posé par un membre de leur communauté et les risques qu'ils encourent du simple fait de leur appartenance ethnique prédisposent certains jeunes à être des cibles potentielles de lynchage ou des injures ou autres agressions. L'anticipation des représailles dont ils peuvent faire l'objet alors même qu'ils se sentaient peu ou pas concernés par des conflits communautaires ramène certains jeunes nomades en fin de compte

à prendre position ne serait-ce que par principe et surtout pour se protéger.

L'amalgame dont font l'objet de jeunes nomades pourtant intégrés aux autres communautés les pousse directement dans les bras des mouvements armés sans qu'ils ne partagent pourtant ni les convictions ni les idéologies de ces derniers :

« Que tu le veuilles ou pas tu es taxé de rebelle ou appartenant à un mouvement armé. En plus, on peut se faire lyncher à cause d'un acte commis par une autre personne en cas de problème aussi ; donc autant faire allégeance à un mouvement armé. »¹⁰⁵

Ainsi, la focalisation extrême sur les appartenances communautaires éloigne les perspectives d'une cohésion sociale souhaitée. Bien au contraire, dans ces conditions, on s'approche davantage de conflits intercommunautaires que de la paix. Qui plus est, le risque s'élève lorsque ces indexations proviennent en premier lieu des responsables communautaires, des élus, voire même de hauts cadres de chaque communauté soit à Gao ou à Bamako :

« C'est la menace de conflits d'affrontements intercommunautaires qui pointe à l'horizon depuis quelques mois à travers le comportement des communautés. Les élus de chaque communauté indexent l'autre d'être responsable de ceci ou cela et se liguent contre l'autre en voulant obliger les autorités à prendre fait et cause pour elle au détriment de l'autre. »¹⁰⁶

Ce pourquoi, certains participants à la recherche soulignent l'importance d'être vigilant et d'éviter dans des logiques généralisantes :

« Il faut comprendre aussi que le Touareg que tu connais, tu n'as pas de problème avec lui généralement car vous êtes liés par des choses, mais avec la crise tu peux tomber sur un autre Touareg qui n'est pas de ta zone et qui a d'autres agendas, il faut donc faire la part des choses des fois. »¹⁰⁷

102 Entretien individuel avec un préfet de la région de Gao, Gao, septembre 2017

103 Entretien individuel avec une notabilité traditionnelle, Gao, avril 2017

104 Focus groupe nomades, Gao, janvier 2018

105 Focus groupe nomades, Gao, janvier 2018

106 Entretien individuel avec le Préfet d'Ansongo, Gao, juillet 2018

107 Entretien individuel avec honorable Baye, l'ex député de Bourem, Gao, juillet 2018

2.2 Injustices subies à géométrie variable : facteurs de fragilisation des rapports communautaires

La politique de « deux poids, deux mesures » telle que soutenue par les communautés serait d'autant plus préjudiciable à la cohésion sociale qu'elle proviendrait de l'Etat lui-même et de ses services techniques. Ce qui rend son acceptation encore plus difficile pour les populations qui se sentent victimes :

« Quand l'injustice devient une loi, c'est la résistance qui devient un devoir [...], parce que l'injustice, ça quitte Bamako et c'est venu ici chez nous à Gao. »¹⁰⁸

Ainsi par exemple, les sédentaires consultés reprochent aux autorités leur passivité contre les divers vols de voitures et de motos au quotidien. Au point que pour leurs déplacements nécessitant des véhicules, ils se voient contraints de recourir aux services rémunérés des nomades afin d'éviter d'être braqués ou de se faire déposséder de leurs moyens roulants :

« Aujourd'hui, on nous oblige à louer la voiture « des bandits » car c'est uniquement eux qui peuvent circuler librement sans être inquiétés. »¹⁰⁹

Face à ces agissements, l'Etat serait inactif et ne prendrait aucune mesure conséquente. Ce qui constitue un motif de frustration pour les communautés concernées :

« Ce sont les peaux rouges qui circulent comme ils veulent dans la ville de Gao et dans la région contrairement à nous sédentaires qui sommes dépossédés de nos véhicules au vu et su de tout le monde. »¹¹⁰

Accès à la justice

Pour l'accès à la justice, certains participants aux focus groupes ont déploré l'achat des verdicts par des communautés nomades dont la puissance financière serait nettement supérieure à celle des populations sédentaires. Cette justice « à la solde des puissants et inégale entre les communautés »¹¹¹ est souvent considérée comme partielle, assujettie à la corruption (auxiliaires, magistrats) où règnent l'impunité, l'abus de pouvoir et l'ingérence politique ou même des mouvements armés. Pour les nomades :

« [La justice] est donnée au nom de la majorité au détriment de la minorité. »¹¹²

Aux dires de certains participants aux focus groupes, les relations intercommunautaires sont tout aussi caractérisées par le parti pris des juges.

« Il y a des gens, ils ne sont même pas la majorité, ils sont supérieurs à nous [...] »¹¹³

Par ailleurs, la confiance semble compromise entre populations sédentaires et le système judiciaire. Aux dires de certains participants aux focus groupes, les relations intercommunautaires sont tout aussi caractérisées par le parti pris des juges. Même si ce cas n'est pas spécifique à la seule région de Gao, les populations reprochent aux acteurs de la chaîne judiciaire de ne pas être équitables dans leurs jugements lorsque des membres de deux communautés différentes sont en procès :

« On voit des gens qui sont la minorité, qui sont supérieurs à nous, qui font des crimes et quand tu les amènes à la justice, demain tu les vois au dehors. »¹¹⁴

Dans le même ordre d'idée, il y aurait même une asymétrie dans le traitement judiciaire des individus en fonction de leur statut nomade ou sédentaire. Certains nomades échapperaient totalement à la rigueur de la justice et seraient immédiatement libérables dès leur incarcération :

108 Focus groupe civils de Bourem, Gao, juin 2017

109 Focus groupe civils de Bourem, Gao, juin 2017

110 Focus groupe sédentaires, Gao, Gao, juin 2017

111 Focus groupe civils de Bourem, Gao, juin 2017

112 Focus groupe conseil consultatif de l'autorité intérimaire régionale, Gao, février 2018

113 Focus groupe civils de Bourem, Gao, juin 2017

114 Entretien collectif avec autorité intérimaire et avec le président du conseil consultatifs, Gao, juillet, 2018

« *Ceux qui font les délits, on dit on les punit, on les sanctionne. Moi, je dis, ce sont des Maliens comme tout le monde, on les arrête et on les sanctionne. Les prisons sont remplies d'individus, des Maliens comme eux. Non, non, non ! Ils commettent des fautes, on s'arrange entre eux et on les libère.* »¹¹⁵

De leur côté, les nomades également mettent en cause le fonctionnement du système judiciaire tout en dénonçant le risque d'une justice rendue sous la pression constante de la majorité sédentaire.

« *La justice n'est pas équitable entre les communautés à Gao car chacun fait la justice à sa mesure. Les Sonrhais surchargent la justice, les Touaregs et les Arabes le font aussi. Or, la justice est faite pour tout le monde. [...] Elle ne doit pas être donnée au nom de la majorité au détriment de la minorité car ça crée de l'amalgame.* »¹¹⁶

En fait, la question du rapport-type de la justice aux communautés est plus complexe qu'elle n'y paraît à première vue. La croyance qu'elle se penche d'un côté comme de l'autre est, en réalité, erronée. Ces dysfonctionnements sont plus inhérents à la justice elle-même. Le respect des procédures, les liens fonctionnels entre les unités d'enquête (police, gendarmerie) et les poursuivants (Parquet) ne sont pas souvent clairement définis. Ceci explique que très peu de procédures arrivent à terme le plus souvent pour insuffisance de preuves. Le manque d'informations par le grand public des subtilités du système judiciaire conduit directement à des raccourcis tels que « *nous avons amené un bandit à la gendarmerie qui a été libéré dès le lendemain* » dont les conséquences peuvent parfois s'avérer désastreuses dans les relations intercommunautaires.¹¹⁷

De plus, il faut comprendre que la faible affluence des communautés nomades à la justice peut aussi s'expliquer par la survivance de mécanismes traditionnels de résolution de conflit encore en vigueur dans certaines contrées nomades. En clair,

beaucoup de conflits sont réglés en amont auprès des chefs de fractions dont les décisions font encore (dans certaines localités) l'objet d'une grande crédibilité au sein de leurs communautés :

« *Chez les nomades, peu de pouvoir est contesté, les chefs de fraction, leur pouvoir n'est pas aussi effrité comme chez nous sédentaires. Leur pouvoir est loin d'être effrité. Quand il y a un conflit et que les deux chefs de fractions interviennent, le conflit s'éteint. Leur voix est entendue, il y a seulement quelques éléments récalcitrants qui font semblant d'écouter le chef de fraction après ils vont désister.* »¹¹⁸

Les récriminations croisées des communautés nomades et sédentaires à l'endroit de la justice semblent donc être dues à un problème de méconnaissance du fonctionnement du système judiciaire. Si bien que même lorsque la justice est correctement rendue, la partie déboutée est toujours encline à parler d'injustice. Face à ce délitement de la confiance entre communautés et système judiciaire, des propositions de solutions sont émises :

« *Des campagnes de sensibilisation auprès des populations dans le cadre de la justice de façon globale pour que les uns et les autres comprennent certains rouages [...]* »¹¹⁹

Gestion de la crise

Une autre manifestation de cette marginalisation des communautés sédentaires résiderait dans la préséance accordée aux mouvements nomades dans leurs rapports avec ceux sédentaires. À l'analyse des focus groups et entretiens individuels, les mouvements nomades sont plus écoutés que les mouvements sédentaires :

« *L'Etat ménage trop ces gens. C'est un nouveau paradigme qui dépasse le simple conflit communautaire*

115 Entretien individuel avec un responsable d'IRD Ganda, Gao, mars 2018

116 Entretien collectif avec autorité intérimaire et avec le président du conseil consultatifs, Gao, juillet 2018

117 Qui plus est, en matière de terrorisme, l'exigence des preuves est encore forte et les seules dénonciations émanant des communautés ne peuvent suffire à légitimer les mesures privatives de liberté. Si bien que des personnes arrêtées dans ces conditions sont, faute de preuves irréfutables, libérées ou dans le meilleur des cas transférées à Bamako à l'unité anti-terroriste du tribunal de la Commune VI du district.

118 Entretien individuel avec une notabilité de Gao, juillet 2018

119 Entretien individuel avec le gouverneur de la Région de Gao, avril 2018

pour les Maliens. Le MNLA a demandé une considération de son statut. »¹²⁰

D'autres personnes consultées estiment qu'il y a trop de laxisme de l'Etat à l'endroit des communautés nomades qui accaparent toutes les richesses économiques de la région avec le soutien des autorités nationales :

« Les populations ont une perception négative des responsables de ces communautés qui sont les détenteurs des commerces, du parc immobilier et automobile de Gao et qui sont dans des grands hôtels à Bamako tout en créant le désordre qu'ils vivent au quotidien. »¹²¹

Ces traitements différenciés entre groupes ethniques contribuent à crispier les relations sociales intercommunautaires et à alimenter les tensions récurrentes.

L'exemple cité par les populations consultées est le positionnement des autorités dans le conflit du 5 avril 2017 entre un jeune arabe et sonrhaï.¹²²

« Aujourd'hui c'est à l'Etat de prendre ses responsabilités en réglant les différends entre les gens de manière juste et équitable mais très souvent ça ne passe pas comme ça. »¹²³

En dépit de ces récriminations contre les nomades, ceux-ci affirment être victimes de discrimination à l'emploi, ce qui permet de mitiger fortement les présumés privilèges auxquelles ils auraient droit :

« Aujourd'hui, les Touaregs subissent une discrimination à l'emploi au niveau des ONGs ou même à la MINUSMA alors que maintenant nous avons les mêmes diplômés que les autres. »¹²⁴

De même, certains expliquent la création des groupes de jeunes à Gao par le traitement de faveur accordé aux mouvements armés nomades :

« Le MNLA a demandé une considération de son statut et cela a amené la création de groupes d'auto-défense tels que « les Patrouilleurs », « Nous pas bouger » et « les Patriotes » qui ne sont pas créés pour combattre les rebelles mais pour protéger les sédentaires, ce qui n'est plus forcément le cas aujourd'hui avec le retour des FDS. »¹²⁵

La mise en place des autorités intérimaires a aussi reçu des vives critiques sur ce qui concerne sa composition qui, de l'avis de populations consultées, serait une nouvelle source d'injustice au détriment des communautés sédentaires, notamment.

« Il n'y a que deux ou trois Sonrhaïs sur les 12 membres et ils ont en main le pouvoir économique et politique. Ainsi, on dirait que tout est fait pour renforcer le pouvoir d'une minorité sur une majorité. L'installation des autorités intérimaires crée de la frustration aux yeux des sédentaires qui se disent majoritaires. Donc, une autre frustration s'ajoute à l'existante. Ce sont les mêmes qui ont les mêmes privilèges. »¹²⁶

Pour le président du Conseil consultatif :

« Les autorités intérimaires sont exclusivement composées des mouvements. Ce sont les gens qui sont entrés en rébellion. Nous, sédentaires, nous ne sommes pas entrés en rébellion. »¹²⁷

En effet, aux propos des personnes consultées, le monopole de la violence physique légitime de l'Etat n'était désormais orienté que vers des communautés sédentaires exemptant ainsi celles nomades :

« Les services de répression ne pouvaient jamais rien, même avant la rébellion. Tous les Tamasheqs, tous les Arabes avaient cette liberté de mouvement contre la

120 Entretien individuel notabilité traditionnelle de Gao, Bamako, juillet 2017

121 Entretien individuel notabilité traditionnelle de Gao, Bamako, juillet 2017

122 Conflit du 5 avril 2017 entre un jeune arabe et un jeune sonrhaï qui a occasionné la mort du jeune sonrhaï qui a été sur le point d'entraîner un conflit communautaire.

123 Focus groupe jeunes sédentaire, Gao, juillet 2017

124 Focus groupe nomades, Gao, janvier 2018

125 Entretien individuel notabilité traditionnelle de Gao, Bamako, juillet 2017

126 Entretien individuel avec un leader d'opinion, Gao, juin 2018

127 Entretien individuel avec le président du conseil consultatif, Gao, avril 2018

douane. Il n'y avait que nous, sédentaires, qui subissions l'Etat, la loi. Eux ils ne la subissaient pas. »¹²⁸

Il faut relever en dépit de ces critiques à l'endroit de l'Etat que celui-ci tente de rétablir de nouveaux rapports fondés sur la prise en compte des demandes des communautés. Mais, aux dires de préfets consultés, cela risque de prendre un peu de temps tant les attentes légitimes des populations sont nombreuses.¹²⁹

Pour une autorité de Gao :

« Les autorités comprennent l'impatience légitime des populations après ce qui s'est passé en son absence mais aujourd'hui, des dispositions sont en train d'être prises doucement. Il faut comprendre qu'il est plus facile de détruire que de construire. Avec un peu de patience les choses vont rentrer dans l'ordre doucement. »¹³⁰

Manque de reconnaissance transformé en tensions communautaires : « Si Gao a résisté, c'est parce qu'ils ont lutté. »

Les perceptions d'injustice dans le traitement des communautés et de l'abandon de l'Etat sont d'autant plus difficiles à admettre pour les jeunes sédentaires qu'ils estiment que l'Etat leur est redevable de leur protection de Gao pendant la période d'occupation.

« Si Gao a résisté, c'est parce qu'ils ont lutté. »¹³¹

Ils mettent en lumière ici un paradoxe qui tient au fait que ceux qui ont pillé, tué pendant la crise sont ceux qui bénéficient de toutes les faveurs de l'Etat alors même qu'ils seraient à l'origine de la crise :

« C'est la CMA qui bénéficie de toutes les faveurs en étant pourtant la cause de la crise de 2012 et de sa persistance. »¹³²

En somme, une prime à l'insurrection. Ils s'attendaient à être traités avec les mêmes faveurs que les mouvements armés avec le retour de l'Etat.

De plus, les tensions sont d'autant plus élevées que les jeunes sédentaires n'ignorent pas les déboires et déséquilibres des processus antérieurs. En effet, au cours des intégrations précédentes, le constat fut établi que des communautés notamment nomades eurent accès à des quotas si élevés qu'elles durent mettre en vente les portions non prises par leurs propres membres, tous intégrés :

« Dans les répartitions de l'intégration, il y a des quotas mais il y a des communautés qui n'arrivent même pas à absorber leurs quotas tellement elles n'ont pas de gens. Tout le monde est pratiquement intégré et ils arrivent même à vendre à partir du quota. Il y a aussi des communautés, leurs quotas, ce n'est jamais eux, c'est toujours les autres en lieu et place des enfants du terroir. »¹³³

Les jeunes sédentaires constatent donc que les communautés notamment nomades eurent accès à des quotas plus élevés, se sentant donc dans une situation d'injustice.

Ainsi, une partie des jeunes consultés lors de cette recherche affirment vouloir intégrer les corps des forces de défense et de sécurité pour contribuer à la mission de l'Etat, mais se sentent exclus du processus. Les jeunes consultés estiment que les conditions des concours sont loin d'être équitables et justes pour toutes les postulantes et tous les postulants, encore alimentant un sentiment d'injustice de la part de l'Etat :

« Nous sommes là, nous avons l'amour de la tenue mais on ne nous recrute pas. »¹³⁴

En outre, ils dénoncent ce qu'ils appellent le « prisme bambara », c'est-à-dire la mainmise des communautés du sud sur le processus de recrutement et l'enrôlement

128 Entretien individuel avec un responsable du COCASERG, Gao, juin 2018

129 Entretien individuel avec le préfet de Gao, février 2018

130 Entretien individuel avec un préfet de la région de Gao, Gao, septembre 2017

131 Focus groupe mouvements de résistances, juillet, Gao 2017

132 Focus groupe mouvements de résistances, juillet, Gao 2017

133 Entretien individuel avec le responsable d'IRD Ganda, Gao, mars 2018

134 Focus groupe Sonrhaï, Gao, juillet 2017

des jeunes venus de Bamako ou d'autres villes du Mali au détriment des candidats de Gao :

« L'armée même est à l'image du sud et cela est très dangereux comme message renvoyé. »¹³⁵

Toutefois, ces propos mériteraient d'être quelque peu nuancés. Pour beaucoup d'officiers de l'armée à Gao lors de focus groupes, de telles affirmations relèveraient d'une mauvaise foi tant les effectifs des ressortissants des régions du Nord seraient plus nombreux au sein des FDS. À défaut de statistiques, il semble difficile de vérifier ces différentes allégations.¹³⁶

« Il y a plus de nordistes dans l'armée et il n'y a pas une armée pour le sud c'est l'armée de tout le Mali. »¹³⁷

Une haute autorité de la région a validé cette réponse des officiers :

« L'armée n'est pas du tout à l'image du sud cette information ne reflète pas réalité, l'armée est nationale il n'y a pas de question de sud et de nord pour cela. »¹³⁸

La continuité de ces tensions évoquées, la persistance de l'insécurité ainsi que les efforts consentis par les différents acteurs dans la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation ont créé des effets d'aubaine pour une multitude d'acteurs, qui verraient plutôt d'un bon œil la persistance de la crise. Le chapitre III met en évidence les opportunités liées à la persistance de la crise tout en démontrant comment la non satisfaction des attentes structurées pourrait provoquer à son tour d'autres dynamiques de conflits.

135 Entretien individuel avec un ancien élu de Gao, Gao, avril 2018

136 Le lien entre ce prisme bambara et la chute de Gao pendant l'occupation fut analysé au Chapitre I

137 Focus groupe FDS, Gao, janvier 2018

138 Entretien individuel avec le Gouverneur de la région de Gao, Gao, mars 2018

CHAPITRE III

LA CRISE, UN EFFET D'AUBAINE ?

Chapitre III : La crise, un effet d'aubaine ?

L'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger, élément phare de la gestion de la crise multidimensionnelle à Gao, aurait engendré une complexité des dynamiques dans la région, particulièrement liées à l'aspect économique de sa mise en œuvre. De l'avis des personnes consultées, le gain économique dont bénéficient certains acteurs impliqués dans la gestion de la crise poserait un obstacle important à sa résolution.

3.1 L'apparition de « nouveaux riches »

L'un des privilèges de l'Etat réside dans le domaine économique : lever l'impôt, prélever des droits de douane et contrôler l'accès de produits exportés du territoire national par des services dédiés à cet effet, les douanes, en l'occurrence.

Le retrait de l'Etat de la région de Gao au plus fort de la crise a déstructuré ces mécanismes si bien qu'à partir de janvier 2012, aucun de ces services cités n'était plus opérationnel.¹³⁹ Ce qui a constitué un véritable *effet d'aubaine* pour des acteurs économiques déjà en mal avec les règles du jeu. Au départ de l'Etat en 2012, et en l'absence de services de douanes, des nouveaux acteurs économiques se sont greffés aux anciens, contournant toutes les règles en matière d'importation et d'exportation de marchandises.

L'importation de marchandises sans versement d'une redevance à l'Etat a contribué à créer des véritables

réseaux de trafics contribuant ainsi à l'émergence de jeunes commerçants sédentaires riches, devenus par ailleurs, les nouveaux modèles de réussite sociale à Gao. Ainsi, l'ancien Maire de Gao parle de « nouveaux riches » :

« Aujourd'hui, on ne peut plus contrôler les sédentaires de Gao, parce qu'il y a une génération que j'appelle les 'nouveaux riches'. Depuis 2013, j'ai saisi les autorités nationales pour leur dire que s'ils ne font pas revenir rapidement l'Administration, l'impôt, la douane, la justice avec des moyens logistiques, cela risque de partir pour longtemps car ces gens sont pires que les terroristes. Ce sont des jeunes Sonrhais milliardaires. [...] Ils se sont enrichis. Tu as aujourd'hui une vingtaine, une quarantaine de personnes qui n'avaient même pas le vélo avant mais sont aujourd'hui des milliardaires et ils sont tellement riches que même les Arabes se sont confiés à elles. »¹⁴⁰

Pour une autorité traditionnelle à Gao, aujourd'hui, la guerre est liée à toutes sortes de trafics et cela a évolué avec le temps :

« Nous sommes passés de la rafle des étrangers occidentaux au trafic de cigarette puis à la drogue. Je vous dis, dans ma zone à Gao, celui qui fait traverser le fleuve par la barque s'est rendu trois fois à la Mecque grâce à l'argent des traversées des bandits ou des marchandises. Comment voulez-vous que ces choses s'arrêtent sachant que l'Etat a failli et est presque absent ? »¹⁴¹

¹³⁹ Déjà, pendant qu'il était encore présent, l'Etat avait de la peine à contrôler les multiples entrées et sorties de ses frontières pour cause de porosité de celles-ci. La géopolitique de la région de Gao la prédispose à être une zone difficilement contrôlable.

¹⁴⁰ Entretien individuel avec l'ancien maire de Gao, Bamako, juin 2017

¹⁴¹ Entretien individuel avec une notabilité, Gao, septembre 2018

3.2 Les dividendes de la résistance : intégration des jeunes et leur participation au processus DDR

Pendant la crise, certains acteurs, notamment les jeunes, se sont illustrés comme des forces alternatives de résistance et de protection des populations en l'absence de l'Etat. Sans armes mais avec beaucoup de conviction, ils ont résisté aux différents occupants. Des mouvements comme « Nous pas bouger », « Les Patriotes », « Les Patrouilleurs » et « Le COCASERG » (Collectif des cadres sédentaires) ont tenté de se présenter comme de valables interlocuteurs entre occupants et populations.

La libération de Gao a placé ces jeunes dans une position de rapport particulièrement favorable où, en plus de remerciements pour leur bravoure, ils espéraient une reconnaissance formelle de l'Etat, en prenant en compte leur situation, non pas individuellement mais sur le plan collectif. Concrètement, la résistance des jeunes de Gao a donné naissance à des attentes structurées autour notamment du système de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR), l'intégration au MOC, aux autres structures de mise en œuvre de l'Accord, dans la fonction publique, dans les FDS ou des organismes parapublics au même titre que les autres acteurs signataires de l'Accord, considérés comme privilégiés, « *alors qu'ils seraient à l'origine de la crise actuelle.* »¹⁴²

De nos jours, le DDR focalise toutes les attentions non pas en raison de sa lenteur ou de son utilité comme mécanisme pour ramener la paix, mais plutôt du caractère économique qui y est lié. Dans les esprits notamment des jeunes sédentaires et de leurs

familles, le DDR est conçu comme un rempart contre le chômage. En effet, qu'il s'agisse de l'intégration dans les FDS ou dans la fonction publique, l'Etat et les communautés, particulièrement les jeunes portent un regard différent sur ce processus, chacun en fonction de ses propres préoccupations.

Pour les jeunes concernés par cette recherche, le port de la tenue viserait essentiellement à éviter le scénario de l'occupation de 2012 :

« *Nous avons envie d'intégrer la tenue. Si nous y parvenons, nous n'allons pas laisser nos parents comme ça s'est passé en 2012.* »¹⁴³

Mais au-delà de ce discours patriotique, d'autres motivations semblent se cacher derrière cette envie du DDR. En effet, face au chômage de masse, le DDR devient l'ultime espoir pour une jeunesse en soif d'autosuffisance et de promotion sociale. Ce qui pourrait expliquer l'implication effective des familles qui, le plus souvent après avoir payé des années d'études à leurs enfants, auraient beaucoup de peine à les voir sans occupation.¹⁴⁴

« *Nous voulons que nos enfants soient intégrés dans le DDR comme tout le monde et sans condition. Nous ne pouvons pas laisser passer cela car il nous reste finalement que cela.* »¹⁴⁵

Par ailleurs, la crise a également favorisé ce que certains ont appelé « *le goût de l'argent facile* ». ¹⁴⁶ Il semblerait que la simple possession d'une arme suffit largement pour pouvoir satisfaire ses propres besoins sans pour autant travailler :

« *Aujourd'hui le problème, c'est la jeunesse, on n'a pas de boulot, on n'a pas de travail. C'est plus rentable d'avoir une arme qu'une plume [...]. Les jeunes ont goûté à l'argent facile sans travailler.* »¹⁴⁷

142 Entretien individuel avec une notabilité, Gao, septembre 2018

143 Focus groupe mouvements de résistances, Gao, juillet 2017

144 Cependant, il ressort des résultats d'un atelier organisé par l'IMRAP autour de ces enjeux et réunissant les structures techniques de l'Etat en charge de l'emploi et la CNDDR, qu'il existe une réelle crainte d'une frustration à large échelle des jeunes qui ne pourront pas faire partir du processus. Cet atelier a aussi permis de mettre en évidence l'impossibilité juridique – à moins d'une modification législative et réglementaire avant la phase opérationnelle du DDR – pour les structures techniques du MEFP comme l'APEJ ou l'ANPE de pouvoir prendre en charge des postes d'emploi dans le cadre du DDR. Ce qui contribue davantage à alimenter les inquiétudes autour du lien supposé DDR et emploi des jeunes.

145 Focus groupe femmes sédentaires, Gao, mars 2018

146 Entretien individuel avec le responsable d'IRD Ganda, Gao, mars 2018

147 Focus groupe jeune nomades, Gao, janvier 2018

Selon les participants, l'appartenance aux mouvements armés est un véritable business qui résorbe plus de chômeurs que d'autres formes d'industries :

« Les jeunes gens qui ne travaillent pas sont livrés à ces histoires de mouvements armés. »¹⁴⁸

De plus, le gain de l'argent facile décrié favoriserait l'impunité :

« L'impunité et la corruption sont en train d'entraver la situation sécuritaire dans le pays [...]. Et aujourd'hui, plus tu es criminel, tu as de l'argent, plus la justice ne s'applique pas à toi [...] »¹⁴⁹

Par conséquent, on constate la multiplication des mouvements armés où chaque mouvement armé a plus intérêt à laisser faire ses éléments, y compris dans l'illégalité, plutôt que de tenter de les contrôler.

148 Focus groupe jeune nomades, Gao, janvier 2018

149 Focus groupe jeune nomades, Gao, janvier 2018

3.3 Des intérêts liés à la persistance de la crise

Encadré 3.1 | La gestion de la rébellion de 1990 pour comprendre celle de 2012¹⁵⁰

De son indépendance à nos jours, le Mali a connu quatre (4) rebellions (1963, 1990, 2006, 2012). Si la rébellion de 1963 avait été caractérisée par une forme de passivité de la communauté internationale, celle de 1990 connut un intérêt des acteurs internationaux. À cela plusieurs explications peuvent être avancées. L'année 1990 correspond dans l'histoire politique du Mali au début des revendications démocratiques, ce qui plaçait le Mali dans le giron des grands changements intervenus sur la scène internationale.

La sympathie manifestée à l'endroit de la rébellion de 1990 par l'ensemble de la classe politique malienne explique probablement la recherche rapide d'une issue favorable de la part du régime démocratique nouvellement installé. Le processus d'intégration des ex-combattants alors mis en œuvre contribua à la recherche d'une solution pacifique avec un soutien financier des bailleurs de fonds.

Les dividendes de cette paix profitèrent à beaucoup d'ex-combattants qui furent alors intégrés soit dans les armées, les forces paramilitaires soit dans la fonction publique. Cependant, la crise de 2012 n'a de commune mesure, de par son ampleur, avec celles précédentes en ce qu'elle a atteint les fondements mêmes de l'Etat malien occupé au tiers de son territoire de Kidal à Konna.

La crise de 2012 a également reçu l'attention de toute la communauté internationale et tous types d'acteurs (chercheurs, constructeurs de la paix entre autres). Il y a aussi eu, contrairement aux crises précédentes, une forte implication de la communauté internationale à la négociation de l'Accord pour la paix et le suivi de sa mise en œuvre.

150 Pour plus d'informations, voir partie historique de ce rapport

Les cycles de rébellions vus comme source de rente

Aux dires de certaines personnes de cette recherche, l'on ne peut comprendre le caractère cyclique des rébellions, notamment celle de 2012, qu'en tenant compte de cette historicité qui fit des soulèvements armés des modes de revendications des droits politiques et/ou économiques à l'endroit de l'Etat d'une partie des populations maliennes. Ce que craint d'ailleurs un député de Bourem aujourd'hui :

« L'Etat doit faire attention à ce que la rébellion ne soit perçue comme moyen légitime et efficace de revendication sociale car dans ce cas, tandis que l'Etat cherchera à faire venir ceux qui sont fâchés, d'autres vont vouloir aller dans d'autres rébellions cycliques et cette situation pourra toucher même le sud. »¹⁵¹

Dans ce sens, derrière les revendications politiques (notamment la création d'un Etat de l'Azawad), mises en avant par les protagonistes, certains participants à des focus groupes ont cru pouvoir déceler des motifs d'ordre rentier. En effet, selon les personnes consultées, si la crise perdure autant en dépit de la signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation, c'est parce que sa résolution irait à l'encontre des intérêts individuels et de groupes constitués.

« L'Accord même est devenu un business et toutes les instances de cet Accord vivent de ce business, c'est vraiment dommage. »¹⁵²

Comme mentionné, l'architecture de la paix comprend le MOC, et le processus DDR, mais aussi d'autres instances intégrées, réunissant les représentants de l'Etat et des mouvements armés signataires de l'Accord : la Commission Technique de Sécurité, le Comité de Suivi de l'Accord, la Commission nationale du désarmement, démobilisation et de réinsertion (CNDDR) et la Commission d'Intégration entre autres. Dans ces instances siègent des représentants des mouvements armés et de l'Etat dont les salaires et autres primes seraient l'une des conditions favorisant

la persistance du conflit. Ce, parce que les personnes concernées sont si bien traitées qu'elles ne songeraient nullement à une fin probable de la crise.

« Les membres de ces structures touchent des millions, non seulement cette situation fait perdurer les choses mais elle incite les autres à intégrer des instances aussi. »¹⁵³

Cette prolifération des groupes fait partie de la dimension économique de la persistance de la crise. Comme affirme un participant :

« Il y a aujourd'hui plus de mouvements armés que les lettres de l'alphabet et ces mouvements font la loi dans Gao ou en dehors. Il est mieux de faire allégeance à ces groupes parce qu'ils ont des quotas pour les concours ; donc ils sont prioritaires. Pourquoi donc je ne les intégrerais pas ? »¹⁵⁴

Tous ces intérêts verraient d'un bon œil la persistance de la crise, voire même son aggravation. Ceci, selon les participants à la recherche, justifierait l'inaction des principaux acteurs à vouloir créer les conditions d'un retour à la paix :

« Nous subissons l'insécurité à longueur de journée ; pourtant les mouvements qui ont pris les armes pour les communautés sont en ville. »¹⁵⁵

Le partage du gain provoque la division entre leaders des mouvements armés et leur base

Cette poursuite d'intérêt matériel par les mouvements armés a des conséquences sur la cohésion en leur sein. Par exemple, certains leaders des mouvements armés, surtout nomades, auraient fait main basse sur les mouvements en en faisant des sources de rentes dont ils préfèrent garder par tous les moyens le monopole au nom des communautés :

« Ils nous empêchent de nous réunir ou d'aller dans

151 Entretien individuel avec un ancien député de Bourem, Gao, octobre 2017

152 Focus groupe nomades, Gao, janvier 2018

153 Entretien individuel avec une notabilité traditionnelle, Gao, juillet 2018

154 Focus groupe jeunes sédentaires et nomades, Gao, janvier 2018

155 Focus groupe nomades, Gao, janvier 2018

les zones nomades pour sensibiliser nos frères car ils pensent qu'on veut créer d'autres mouvements armés. »¹⁵⁶

Ce qui apparaît des consultations, c'est qu'il y a désormais un fossé qui s'est créé entre les leaders des mouvements armés et leurs bases. Ce qui engendre des frustrations le plus souvent débouchant sur la création encore d'autres mouvements armés :

*« On a signé l'Accord [...]. Il y a autant de mouvements que de lettres de l'alphabet, c'est à dire qu'au lieu que cet Accord permette de réduire toutes ces armes, ça a encore favorisé d'autres mouvements et la circulation d'armes et d'autres mafias [...]. »*¹⁵⁷

L'idée de cette fracture repose sur les conditions matérielles offertes aux leaders des mouvements armés alors que les hommes de terrain ne verraient aucun changement dans leur quotidien, pourtant base de légitimation de leur prise d'armes :

*« C'est nous qui sommes sur le terrain dans les difficultés contrairement aux leaders des mouvements et le gouvernement. »*¹⁵⁸

Des hommes de terrain parlent même de trahison :

*« Le gouvernement a réussi à corrompre les leaders de ces mouvements qui profitent de ses hôtels à Bamako. »*¹⁵⁹

Les dividendes de l'Accord pourraient aussi s'apprécier à la lumière des différentes structures prévues pour la résolution de la crise. En effet, l'Accord pour la paix a prévu une architecture organisationnelle de la paix tournant autour du MOC et du processus de DDR.

Autour de ces structures se jouent de véritables enjeux pour chaque groupe armé cherchant à récompenser le maximum de ses combattants afin d'éviter des frustrations qui pourraient se retourner contre les leaders de ces mouvements.

En outre, lors des consultations de l'IMRAP pour renforcer le dialogue entre le MOC et les populations, il est ressorti qu'un des problèmes du futur processus DDR sera la prise en charge de la hiérarchie des mouvements armés en poste au sein du MOC, à l'EMOV et les autres structures de l'Accord. D'après certains officiers, tant que ces points ne seront pas tranchés, le processus court un sérieux risque de blocage.¹⁶⁰

*« Beaucoup de jeunes combattants du MOC sont les neveux et frères des leaders de ces mouvements pour les intégrer dans l'armée avec le DDR. »*¹⁶¹

La bataille actuelle autour du processus DDR et les registres de noms des ex-combattants à démobiliser ne saurait être comprise qu'à la lumière de ces différents enjeux. Ceci expliquerait pourquoi des mouvements, soit dissidents des mouvements armés officiels soit auto-proclamés (de type CMPFR) cherchent à tout prix à intégrer à la fois le MOC et le DDR ou d'autres instances prévues par l'Accord, quitte à menacer par intermittence la sécurité de la ville de Gao.

Les effets secondaires de la crise comme opportunité de business

Un autre dividende de la crise tournerait autour de l'enrichissement illicite de certains leaders communautaires grâce à la réception de l'aide humanitaire.

Ce qui serait en cause ici, ce n'est pas tant l'attribution de l'aide aux chefs de tribus, mais l'on constate de plus en plus que cette aide en céréales ou autres dons est transformée en *finances* contribuant ainsi à renforcer le pouvoir économique des autorités traditionnelles nomades bénéficiaires. Aux propos des personnes consultées, l'Etat donnerait :

« [...] de l'aide humanitaire à certains considérés comme des chefs de fractions et c'est cette aide qui est convertie

156 Focus groupe jeunes sédentaires et nomades, Gao, janvier 2018

157 Focus groupe jeunes sédentaires et nomades, Gao, janvier 2018. Voir Interpeace et IMRAP, « Renverser la table de négociations. Vers un processus de paix usant du DDR, MOC et QIP's comme outil de changement social », avril 2018. Cette publication avait analysé le problème de la déconnexion entre la base et le leadership des mouvements armés et son lien avec la prolifération des groupes armés.

158 Focus groupe officiers MOC, Gao, juillet 2017

159 Focus groupe jeunes sédentaires et nomades, Gao, janvier 2018

160 Restitution du projet communautaire entre le MOC et les neuf quartiers de Gao, Gao, juillet, 2018

161 Restitution dialogue entre le MOC et les quartiers, Gao, juillet 2018

aujourd'hui en ceci et cela ou des biens qu'on vend pour devenir riches. On a donné des tonnes de céréales aux fractions au détriment des autres. »¹⁶²

En privant ainsi les vrais bénéficiaires :

« Ceux qui doivent avoir les choses ne l'ont jamais. Ce sont ces mêmes gens qui ont l'argent, qui ont la puissance, qui ont des véhicules, qui comptent tous les jours des millions. Ce sont ces mêmes gens-là qui gagnent tout ce qui vient pour les pauvres. »¹⁶³

Un autre canal jugé d'enrichissement personnel par le biais de la crise est le jeu des fonctionnaires pour tirer profit de la crise :

« Regardez aujourd'hui les services de l'Etat, quel est le service qui a atteint les 25% ? Mais pourtant depuis 2012, les gens sont payés, ils sont installés à Bamako, un

peu partout ils ont des salaires. Les agents ne sont pas là, pourtant ils perçoivent leurs salaires. Et vous prenez le métier de l'enseignement ! Imaginez les statistiques, il y a combien d'écoles fermées avec les enseignants - ils sont où ? Ils sont dans les ONG, ils sont dans les entreprises, ils sont dans la rue, ils perçoivent leurs salaires. »¹⁶⁴

Les effets d'aubaine sus évoqués et la prolifération de groupes de pression ont un dénominateur commun : l'absence de l'Etat. Son absence a donné naissance à un positionnement de différents acteurs (politiques et économiques entre autres) tentant tant bien que mal de profiter de cette absence. Le retour de l'Etat a bousculé la gouvernance alternative mise en place en son absence, en créant d'autres jeux des acteurs. Le chapitre IV tente de mettre ceux-là en exergue, tout en soulignant la résilience de laquelle la population de Gao a fait preuve lors de l'occupation.

162 Entretien individuel avec un ancien député de Gao, juin 2017

163 Entretien individuel avec une femme leader, Gao, janvier 2018

164 Entretien individuel avec le responsable d'IRD ganda, Gao, mars 2018

CHAPITRE IV

DYNAMIQUES DE GOUVERNANCE ET PROLIFÉRATION DE GROUPES DE PRESSION ENTRE LE DÉPART ET LE RETOUR DE L'ÉTAT

Chapitre IV : Dynamiques de gouvernance et prolifération de groupes de pression entre le départ et le retour de l'Etat

Le retrait de l'Etat de Gao suite à la prise de la ville a aggravé les difficultés des populations civiles déjà confrontées à une situation de précarité sécuritaire, même en sa présence.

Pour une notabilité traditionnelle de Gao :

« Les problèmes de 2012 sont arrivés quand la gouvernance s'est affaiblie, quand c'était de la pagaille, l'armée est devenue ce que vous savez, l'Administration est devenue ce que vous savez, la corruption généralisée. Il n'y avait pas de nationalisme, il n'y avait pas de vérité avec cette démocratie de façade. Donc, il y a trop de maux. Il n'y avait pas de pouvoir à Gao. »¹⁶⁵

Cette absence, du point de vue de certaines populations consultées, a contribué à la création d'un vide de gouvernance qui a amené une sorte de multiplication des structures alternatives de gouvernance, de pouvoir.

Durant cette période, il y a eu une prolifération de structures alternatives de gouvernance dont certaines composèrent avec les occupants. Le retour de l'Etat va bouleverser ces stratégies alternatives des différents acteurs : aujourd'hui, dans la région de Gao l'impact de ce bouleversement est toujours visible.

« Le retour de l'Etat a cassé les dynamiques communautaires qu'on avait su mettre en place pour faire bouger les choses. »¹⁶⁶

4.1 Composer ou périr ? Formation des structures alternatives de gouvernance communautaire et leur cohabitation avec le MUJAO et autres

Après le retrait de l'Etat, de l'Administration, des FDS, des politiques et mêmes de certains leaders d'opinions et de notabilités, les mouvements armés (MNLA et alliés) et les mouvements terroristes (MUJAO) ont pris possession de la ville en dictant leurs lois aux populations.

La main basse des islamistes sur Gao a donc marqué le début d'une nouvelle forme de gouvernance dont les acteurs, en l'absence de l'Etat, sont multiformes.

Cadre de concertation, ou la stratégie d'adaptation aux différents acteurs

Le Cadre de concertation est un exemple concret d'une nouvelle structure de gouvernance locale. À sa création, il visait à trouver des solutions aux multiples problèmes qui se posaient au quotidien.

Créé en 2012 pour sécuriser les sédentaires,

¹⁶⁵ Entretien individuel avec un responsable du COCASERG, Gao, juin 2018

¹⁶⁶ Focus groupe notabilités, Gao, octobre 2017

« [...] il parlait de Labezanga à Abakoira sur la vallée car tout le monde voyait ce qui se passait, le trauma que nous vivions ; donc, nous avons fait le cadre pour nous défendre et nous donner la main face à ceux qui montaient, cette rébellion montante, et pour dire à l'Etat, voici vos citoyens, soutenez-les ! Il était présidé par Aly Bady Maïga et était formé de soixante-cinq personnes dont vingt de Bourem (vice-président), vingt d'Ansongo (2^{ème} vice-président) et vingt-cinq de Gao. »¹⁶⁷

L'inclusivité géographique et la composition hétéroclite (jeunes, personnes âgées, notables, nomades et sédentaires) du Cadre de concertation avaient prédisposé la structure à être un lieu privilégié de résolution de conflits, d'enregistrement des différentes doléances, qu'elles viennent des occupants ou des populations. À sa création, il visait à trouver des solutions aux multiples problèmes qui se posaient au quotidien.

« Le Cadre intervenait aussi sur des problèmes entre deux communautés, par exemple Touaregs et Arabes. Ils venaient nous voir et nous intervenions pour faire en sorte que les choses s'arrangent. »¹⁶⁸

Les personnes consultées ont confirmé le fonctionnement de la gestion de la vie communautaire, malgré l'absence de l'Etat, et grâce au Cadre de concertation, qui assurait la liaison entre les populations et les mouvements armés.

« Maintenant, quand l'occupation est venue, et comme il n'y a pas d'occupation sans citoyens, le MNLA avait besoin des populations, il passait par le Cadre. Les islamistes sont venus, ils passaient par le Cadre. »¹⁶⁹

« Ils étaient une croix de transmission entre les populations et les islamistes, je pense qu'on ne doit pas oublier cela aussi. C'était un cadre de sages. C'est seulement à eux qu'on pouvait s'adresser, ils arrivaient quand bien que mal à arranger les choses. »¹⁷⁰

Au-delà de ces éloges, il ressort des consultations que plusieurs interprétations peuvent être avancées pour expliquer les comportements « caméléon » du Cadre de concertation. Il regroupait en son sein les sympathisants des divers occupants successifs ainsi que des personnes dont la capacité de résistance aux mouvements armés était très faible. Ce qui explique les nombreuses critiques qui lui furent destinées :

« Le Cadre de concertation, on le critique souvent, il y a des gens qui n'étaient pas contents, on voulait qu'ils se révoltent [...]. C'était composé de vieilles personnes, en réalité, des notabilités qui ne pouvaient pas se permettre d'agir comme les enfants ou comme les cadres. C'est-à-dire tout le monde voulait qu'ils dénoncent, qu'ils agissent. Ils sont restés sereins. Ils ont collaboré avec le MNLA [...] et quand les islamistes sont arrivés, ils traitaient aussi avec eux. »¹⁷¹

Ces divergences internes avançaient un début d'explication des raisons pour lesquelles sa cohérence en tant que groupe était fortement ébranlée, chaque composante tentant de tirer l'organisation de son côté en fonction de ses intérêts.

« Le Cadre était devenu incontournable et faisait trop de pression sur les jeunes ; or en réalité, à la fin, le Cadre ne faisait plus l'affaire des populations. C'est ce qui a amené des querelles de leadership et créé d'autres entités et une sorte de concurrence ».

En effet, des groupes de jeunes constitués, notamment « Nous pas bouger », commençaient à prendre leur distance compte tenu de la pression interne qui s'exerçait sur eux, en faveur d'une modération de leurs positions sur les différents problèmes qui les concernaient. Il y aurait eu :

« [...] une accointance entre son leader qui a créé une sorte de défiance surtout de la jeunesse. Leur prise de position ne rassure pas les communautés car pour certains ils sont vendus. »¹⁷²

167 Entretien individuel avec l'ancien député de Bourem, honorable Mohamed Baye, Gao, juillet 2018

168 Entretien individuel avec l'ancien député de Bourem, honorable Mohamed Baye, Gao, juillet 2018

169 Entretien individuel avec l'ancien député de Bourem, honorable Mohamed Baye, Gao, juillet 2018

170 Entretien individuel avec un responsable du COCASERG, Gao, avril 2018

171 Entretien individuel avec un responsable du COCASERG, Gao, avril 2018

172 Entretien individuel avec un ancien ministre et notabilité, Gao, juin 2017

Jeu d'alliance avec les nouveaux maîtres des lieux : légitimité par le rétablissement de la sécurité

La période de cohabitation durant laquelle « les nouveaux maîtres ont dicté leurs lois » avait commencé par la restauration de la sécurité, ce qui a pu donner une certaine autorité aux occupants.

Les populations craignaient que le MUJAO n'utilise la violence extrême dès son entrée dans la ville. Ce qui allait, aux dires des personnes consultées, entraîner des affrontements meurtriers aux conséquences inestimables :

« Nous avons eu tous peur, tout ce qu'on disait sur les islamistes faisait qu'à leur entrée, les gens avaient peur que le ciel ne tombe sur notre tête. »¹⁷³

« Il s'est trouvé que quand ils sont rentrés, d'abord ils sont rentrés pacifiquement, il n'y a pas eu de guerre, pas de coups de feu, ils ont surtout tiré en l'air pour manifester leur présence. Mais ils n'ont tiré sur personne. »¹⁷⁴

À l'observation, le mouvement islamiste avait plutôt intégré dans sa stratégie de communication la nécessité de s'appuyer sur des communautés déjà en place pour pouvoir asseoir son autorité. En effet, en axant son discours sur la nécessité d'amener de la sécurité, le MUJAO a vite compris les aspirations des communautés sédentaires ou nomades tout en modelant son comportement en fonction :

« La stratégie qu'ils ont adoptée a montré qu'il n'y a pas de guerre, compte tenu de l'absence de l'armée et du fait que leur puissance de feu était supérieure aux autres mouvements, comme le MNLA. Ils sont rentrés, ils ont prêché la parole pour se faire comprendre aux populations et surtout [ils ont donné] le produit le plus manquant pour la population, qui est la sécurité. Ils l'ont rétablie dans la ville et à l'extérieur de la ville. C'est cela qui a amené le sentiment de confiance en eux. »¹⁷⁵

Selon les consultations, cette appropriation des enjeux

sécuritaires combinée à la stratégie de communication pacifique du MUJAO a fini par faire tomber les attitudes défensives que les différentes catégories de populations avaient tendance à adopter à leur égard. Ainsi, plusieurs organisations de la société civile, entre autres le « Cadre de concertation », décidèrent de composer avec le mouvement islamiste.

Collaboration autour de la gestion des services sociaux de base

Son inclusivité et sa composition avaient prédisposé le Cadre de concertation à être un lieu privilégié de résolution de conflits. Le MUJAO a inséré cette donne dans sa stratégie d'intervention et de collaboration multisectorielle.

L'un des premiers secteurs de collaboration effective entre le MUJAO et le Cadre de concertation a concerné la régulation des secteurs de l'eau et de l'électricité au moment même où des éléments non identifiés avaient tenté de procéder, à plusieurs reprises, à un sabotage des installations :

« Pour preuve, on ne craignait rien d'eux parce que ce qu'on faisait était utile à tous. Nous avons fait en sorte que l'énergie marche parce que quand l'eau et l'énergie marchent, ça marche pour tout le monde, je ne vois pas en quoi un islamiste va s'en prendre à quelqu'un parce que l'eau et l'électricité marchent. »¹⁷⁶

Ensuite, ce fut le tour de la santé :

« La santé peut intéresser qui plus que les islamistes qui vont se battre, se blesser ou avoir des victimes ? Ce sont des produits qui, en réalité, intéressent tout le monde et tout ce qu'on faisait. Les islamistes y contribuaient car cela profitait à tous. »¹⁷⁷

L'enseignement a également cristallisé les points de collaboration entre le MUJAO et la structure communautaire :

173 Entretien collectif avec les chefs de quartiers de Gao, novembre 2017

174 Entretien individuel avec une notabilité traditionnelle de Gao, avril 2018

175 Entretien individuel avec une notabilité traditionnelle de Gao, avril 2018

176 Entretien individuel avec une notabilité traditionnelle de Gao, avril 2018

177 Entretien individuel avec le vice-président cadre de concertation, Gao, avril 2018

« Pour l'école, nous avons pris les secteurs vitaux, il y avait l'eau et l'électricité, la santé à travers les CSCOM,¹⁷⁸ l'hôpital. Tranquillement, à chaque fois que nous voulons organiser ces secteurs, nous entrons en contact avec les maîtres du terrain,¹⁷⁹ parce qu'aujourd'hui ce n'est pas parce qu'ils sont absents qu'on peut parler mal d'eux. Il fallait transporter les élèves jusqu'à Sévaré pour tenir les examens et il y a eu des admis donc ça veut dire que la perte n'est pas totale. »¹⁸⁰

En effet, pour éviter la déscolarisation des jeunes dont les parents avaient tendance à se réfugier soit à Mopti ou ailleurs, un compromis fut trouvé entre les occupants et le directoire du Cadre de concertation. Les négociations ont permis, aux dires des populations, d'aboutir à des solutions médianes selon lesquelles les filles seraient séparées des garçons sur leurs lieux d'études :

« Nous avons fait en sorte que les enfants restent à Gao à travers l'école et nous avons pu faire les examens du DEF et du BAC cette année-là. Et comme nos propositions plaisent à tout le monde, nos propositions sont acceptées par tous y compris les islamistes. »¹⁸¹

La gestion de la salubrité publique de la ville n'a pas échappé à cette collaboration étroite et effective :

« On a eu à curer les caniveaux et les islamistes ont contribué. Donc, tout ce qui pouvait toucher aux populations, ils étaient présents. Donc, quand quelqu'un dit qu'avec les islamistes, c'était mieux, c'est parce qu'ils répondaient à toutes les préoccupations des populations. »¹⁸²

Pour un chef de quartier :

« Il y avait beaucoup de choses qui se faisaient en absence de l'Etat et pourtant même si l'Etat était là, il n'allait pas faire comme eux ils le faisaient. »¹⁸³

Collaboration sécuritaire entre associations de jeunes et MUJAO

La collaboration entre les jeunes et le MUJAO a surtout concerné l'information. Chaque fois qu'il y avait des menaces qui planaient sur la ville de la part d'autres acteurs malveillants, l'information était vite transmise aux éléments du MUJAO qui, de l'avis des personnes consultées, avaient une capacité de réaction adaptée à la gravité de la situation.

« Depuis le départ du MNLA, les jeunes et le MUJAO ont pris la sécurité de la ville en main. Tu peux prendre ta moto, tu l'emmènes à la porte avec la clé, personne n'osait la toucher parce que la ville était sécurisée. Même en présence de l'État, il n'y avait pas cela. »¹⁸⁴

Cette gestion conjointe de la sécurité s'explique en partie par un échange efficace d'information entre les deux groupes d'acteurs. Chaque fois qu'il y avait des menaces qui planaient sur la ville de la part de malveillants, l'information était vite transmise aux éléments du MUJAO qui, de l'avis des personnes consultées, avaient une capacité de réaction adaptée à la gravité de la situation. Plusieurs exemples sont donnés à cet effet :

« On se souvient à Tacharan, il y avait des voleurs qui voulaient prendre des plaques solaires de la SOTELMA. Mais lorsque les jeunes ont téléphoné au MUJAO pour les informer de cela, ils sont intervenus immédiatement et les appareils ont été sauvés. »¹⁸⁵

Un autre témoignage abonde dans le même sens :

« À côté, tout près, des bandits ont voulu enlever l'antenne de gré ou de force et ont menacé les populations. Les populations ont répondu en leur disant que si vous nous menacez avec des fusils, nous connaissons d'autres qui ont plus de fusils que vous. Ils ont alors appelé le MUJAO. Ensemble, les jeunes et le MUJAO ont sécurisé les matériels menacés. »¹⁸⁶

178 Centre de santé communautaire

179 Référence au MUJAO

180 Entretien individuel avec le vice-président du cadre de concertation, avril 2018

181 Entretien individuel avec le vice-président cadre de concertation, Gao, avril 2018

182 Entretien individuel avec le vice-président cadre de concertation, Gao, avril 2018

183 Focus groupe notabilités, Gao, octobre 2018

184 Entretien collectif avec les chefs de quartiers de Gao, novembre 2017

185 Entretien collectif avec les chefs de quartiers de Gao, novembre 2017

186 Entretien individuel avec une notabilité traditionnelle de Gao, avril 2018

Des situations similaires corroborent la collaboration entre jeunes et MUJAO notamment en matière de sécurisation de la ville.

4.2 Les défis liés à la nouvelle recomposition du jeu des acteurs à Gao

La libération des villes du Nord, suite aux actions militaires conjuguées de la force Serval¹⁸⁷ et des FAMA et le retour progressif de l'Etat avec ses structures décentralisées et déconcentrées a, à nouveau, rebattu les cartes de la gouvernance locale.

En effet, des acteurs qui s'étaient jusque-là positionnés comme cadres alternatifs à l'absence de l'Etat ont été contraints de revoir leur position, suite à la volonté politique de l'Etat. Dès lors, la question s'est posée : comment cohabiter avec l'Etat ?

Dans ce processus d'adaptation, la performance de l'Etat est évaluée par les populations de Gao sur la base de leur expérience particulière précédant la période de l'occupation. Une dimension importante dans ces considérations est la perception des droits et devoirs envers le gouvernant.

Concrètement, le MUJAO avait soutenu les populations de Gao dans leurs besoins journaliers lors de l'occupation. Les éléments du groupe islamiste ont déboursé cinquante millions de francs CFA pour l'achat du carburant servant à faire fonctionner le système d'alimentation en eau potable de la ville :

« De 1960 à nos jours, l'Energie du Mali n'a jamais fait cela, la SOMAGEP n'a jamais fait cela, et pourtant eux, ils [les groupes islamistes] l'ont fait. Ils ont débloqué 50 millions, ils ont dit à la population, c'est l'eau de la population. Ça c'est une initiative à saluer. »¹⁸⁸

Les personnes consultées esquissent un début de comparaison entre ces bienfaits supposés du mouvement islamiste et l'absence de considération de l'Etat à l'égard de la population :

« Et imaginez-vous, quand l'Etat est venu, l'eau que nous buvions même en leur absence, ils ont osé facturer. Or, il est établi que c'est la Croix-Rouge qui prenait le système d'alimentation en eau potable de la ville en charge. Mais, la SOMAGEP nous a fait payer les arriérés de factures en eau, des arriérés de l'occupation. Ils nous ont fait payer cela. Comment peut-on expliquer cela ? »¹⁸⁹

Un autre participant confirme cela sur la dimension sécuritaire :

« Quand le MUJAO était présent aucune mine ne sautait, aucune arme n'était tirée par les populations, mais avec le retour de l'Etat et des partenaires, tous les jours il y a des problèmes. »¹⁹⁰

Toutefois, des voix dissidentes s'élèvent pour nuancer ces propos précédents sur les bienfaits supposés du MUJAO. Ainsi, pour le préfet d'Ansongo, tout en comprenant les frustrations des populations, il y a lieu de se rappeler les exactions commises par le mouvement islamiste :

« Il y a des actes odieux que les islamistes ont commis, comme couper des mains des pauvres gens sans respect des droits de l'homme. Des gens ont été privés des droits fondamentaux, comme pouvoir fumer une cigarette ou beaucoup d'autres choses. C'est vrai qu'il y a eu un semblant de sécurité lors de cette période mais sachez qu'aucun acte ne restera impunis et force restera à la loi. »¹⁹¹

187 « Serval » était le nom donné à la mission militaire française qui, en début 2013, fut déployée pour combattre les occupants des régions de Gao, Tombouctou et Kidal.

188 Entretien individuel avec une notabilité traditionnelle de Gao, avril 2018

189 Entretien individuel avec une notabilité traditionnelle de Gao, avril 2018

190 Focus groupe notabilités traditionnelles, Gao, octobre 2017

191 Entretien individuel avec le préfet d'Ansongo, Gao, novembre 2017

Les jeunes de la région ajoutent aussi :

« Aujourd'hui, on se balade comme on veut, on prend du thé comme on veut, on peut fumer la cigarette comme on veut, les femmes et les filles peuvent sortir sans voile ou comme elles veulent, donc tout n'était pas bon avec le MUJAO. »¹⁹²

Une autorité de la région affirme :

« Quand ces gens étaient là, ils ont oublié de vous le dire, certains ont perdu des biens. Pourquoi, ils ne le disent pas ? »¹⁹³

Et ajoute :

« Moi, je crois que les gens doivent se ressaisir, faire confiance à leur justice, faire confiance à leur force, les aider à mieux faire leur travail. C'est ce dont on a besoin aujourd'hui. »¹⁹⁴

Coexistence de l'autorité intérimaire avec les structures administratives décentralisées

À ces types d'acteurs viennent s'ajouter ceux créés par l'architecture de la paix telle que prévue par l'Accord, entre autres les autorités intérimaires. Quoi que découlant de l'Accord et en symbiose avec l'Etat, celles-ci entrent parfois pourtant en collision avec les organes décentralisés de ce dernier quant à la définition de leurs rôles et responsabilités.

Vis-à-vis des autorités administratives, il y a eu une confusion des rôles entre le chef de l'exécutif régional, le gouverneur et le président de l'autorité intérimaire, chaque acteur ayant du mal à définir son champ d'intervention respectif.

Son installation fut incomprise à la fois par les autorités administratives existantes et les populations :

« Cette installation des autorités intérimaires a entraîné une confusion de pouvoir entre l'autorité intérimaire et le Gouvernorat. »¹⁹⁵

Ainsi, pour une haute autorité de la région :

« Il y avait eu des malentendus ou des problèmes d'interprétation entre l'ancien gouverneur et le président de l'autorité intérimaire, mais j'ai discuté avec lui et nous nous sommes compris. »¹⁹⁶

Jeunes de Gao et Etat, une cohabitation difficile : « L'Etat a été ingrat envers nous »

Pendant la crise, certains acteurs, notamment les jeunes, se sont illustrés comme des forces alternatives de résistance et de protection des populations en l'absence de l'Etat. Des mouvements comme « Nous pas bouger », « Les Patriotes », « Les Patrouilleurs » et « Le COCASERG » ont tenté de se présenter comme de valables interlocuteurs entre occupants et populations.

« L'Etat s'est effondré progressivement et graduellement avec les diverses rebellions, en promettant des choses qu'il ne pouvait tenir et en montrant finalement qu'il n'écoutait que le son des armes. Aujourd'hui, les jeunes de Kayes meurent dans la mer pour la recherche d'une stabilité économique tandis que les jeunes de Gao, Ménaka et autres préfèrent prendre les armes pour s'en sortir. »¹⁹⁷

Par ailleurs, il ressort des consultations avec les FDS et acteurs étatiques, que les mêmes populations qui critiquent l'absence des structures techniques à Gao ou dans les chefs-lieux des cercles, empêchent parfois ces-mêmes structures de s'établir dans les zones concernées pour des intérêts partisans.

« C'est comme si on ne veut pas du retour de l'Etat en quelques sorte ou que ce retour casse quelque chose pour eux. »¹⁹⁸

192 Focus groupe jeunes sédentaires, Gao, juillet 2017

193 Entretien individuel avec le préfet de Bourem, Gao, janvier 2018

194 Entretien individuel avec le préfet de Bourem, Gao, janvier 2018

195 Entretien individuel avec le président conseil consultatif, Gao, avril 2018

196 Entretien individuel avec le gouverneur de Gao, Gao, avril 2018

197 Entretien individuel avec un membre de l'assemblée nationale, Bamako, octobre 2018

198 Entretien individuel avec un agent des services techniques, Gao, février 2018

Il ajoute :

*« Aujourd'hui, on nous empêche d'aller travailler à Anchawadji et beaucoup d'autres communautés rurales où nous aimerions être pour accompagner la jeunesse à avoir des emplois ou bénéficier de projets d'insertion. »*¹⁹⁹

L'émergence des structures communautaires et des relations de pouvoirs entre les acteurs a été déstructurée avec le retour de l'Etat sur le plan sécuritaire, mais aussi sur certaines initiatives mises en place par les communautés elles-mêmes. La libération de Gao a placé les jeunes dans une position de rapport particulièrement favorable où, en plus de remerciements pour leur bravoure, ils espéraient une reconnaissance formelle de l'Etat, en prenant en compte leurs situations non pas individuellement mais sur le plan collectif.

Par contre, de l'avis des jeunes de Gao, l'Etat se montra plus agressif à leur égard, loin de leur être reconnaissant :

*« Le gouvernement n'est pas reconnaissant à Gao parce que si tu vois que le Mali retourne à Gao aujourd'hui, c'est grâce à la jeunesse et aux femmes de Gao. Donc, tant que le gouvernement ne reconnaîtra pas ce que Gao a fait, la paix ne va pas être facile car les enfants sont restés sans arme à feu, sans couteaux, sans rien. Après cela, le gouvernement est revenu pour nous faire pire qu'avant. »*²⁰⁰

Ce décalage entre les attentes des populations et le mode de gouvernance en place a contribué à la création de la frustration chez des jeunes. Celle-ci se manifeste

désormais au quotidien par des actes de défiance posés par les jeunes à l'endroit des représentants de l'Etat. À ce titre, il n'est pas rare de voir des jeunes de la ville procéder à des contrôles d'identité nuitamment y compris parfois sur des éléments des FDS dont les refus de montrer leurs pièces d'identité a failli, à plusieurs reprises, déboucher sur des bagarres.

Cette appropriation du rôle de l'Etat par les jeunes au détriment de vrais acteurs étatiques continue de constituer une source de frustration pour les FDS qui se sentent ainsi dévalorisés voire même humiliés au quotidien.

*« La population de Gao se voit comme des héros ne respectant pas les FDS en affirmant qu'ils ont chassé les djihadistes. »*²⁰¹

Un autre ajoute :

*« Le gouvernement cautionne les actes de la jeunesse de Gao sur les forces de l'ordre qui sont censées représenter la loi, ce qui fait qu'elles se croient supérieures aux autres surtout les porteurs d'uniforme venant du sud. »*²⁰²

L'irrespect à l'endroit de l'Etat et des FDS en particulier par une partie de la jeunesse alimente quotidiennement le fossé entre jeunes et Etat tout en nourrissant les rancœurs.

Pour des éléments des FDS approchés :

*« Il est temps de dépasser cela car tout le monde reconnaît ce qu'ils ont fait jusqu'au plus haut sommet de l'Etat. »*²⁰³

199 Entretien individuel avec un agent des services d'emploi (APEJ), Gao, février 2018

200 Focus groupe notabilités, octobre 2017

201 Focus groupe FDS/populations, Gao, février 2018

202 Focus groupe FDS/populations, Gao, février 2018

203 Focus groupe FDS, Gao, janvier 2018

Encadré 4.1 | Désarmement des jeunes – une source additionnelle de frustration

La résistance des jeunes de Gao a donné naissance à des attentes structurées autour notamment du système de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR), l'intégration au MOC, aux autres structures de mise en œuvre de l'Accord, dans la fonction publique, dans les FDS ou des organismes parapublics au même titre que les autres acteurs signataires de l'Accord, considérés comme privilégiés, « *alors qu'ils seraient à l'origine de la crise actuelle.* »²⁰⁴

Tout ceci contribue à la compréhension de l'empressement avec lequel des armes ont été remises par des jeunes aux plus hautes autorités militaires ou à la MINUSMA lorsque la question du lien entre DDR et employabilité fut évoquée. Le compromis « *échange arme contre intégration* » a connu des péripéties dont le dénouement est encore loin d'être arrivé.

En effet, opérée en deux étapes, la récupération des armes cristallise beaucoup de frustrations tant il avait été dit aux détenteurs d'armes « *laissées à la fois par les occupants lors de l'intervention française et des armes récupérées lors du retrait des FAMA* »²⁰⁵ lors de la première opération, que leur intégration était quasiment assurée.

Les défaillances constatées lors de cette première opération²⁰⁶ ont contraint à une seconde phase forcément synonyme de frustration et de contrariétés :

« *Nous avons donné les armes et munitions que le MNLA et le MUJAO ont laissées en partant, en plus de celles que l'armée même avait laissées lors de son repli tactique. Et c'est à nous que la MINUSMA et Barkhane demandent de nouveau des armes pour être intégrés.* »²⁰⁷

« *On nous a obligés à rendre nos armes. À défaut, il y aurait des appareils capables de les détecter où qu'elles soient tandis que d'autres n'ont pas été désarmés.* »²⁰⁸

Pour le président de l'autorité intérimaire régionale :

« *L'Etat aurait dû enregistrer ce désarmement. Ainsi, on aurait évité tout ce bruit. Mais je pense qu'au moment venu, les autorités vont trouver la formule pour gérer cette situation.* »²⁰⁹

Des jeunes qui avaient déjà rendu des armes se voient donc contraints, faute de preuve de leur dépôt, de recourir à d'autres moyens pour pouvoir à nouveau en trouver, leur ouvrant droit, dans le cadre de la deuxième phase, aux bénéfices du DDR.

L'enjeu est tel que des associations de jeunes constituées au plus fort de la crise ont fini par éclater, faute de consensus autour de la répartition des quotas qui sont pressentis comme étant leur part dans le DDR. Cet éclatement déboucha sur la création de deux associations, la FORCE-G et la Comorc, toutes deux issues d'anciens mouvements de résistance.

204 Focus groupe mouvements de résistances, Gao, juillet 2017

205 Focus groupe jeunes, Gao, août 2017

206 Notamment le non enregistrement des armes rendues au nom de leur dépositaire

207 L'armée refuse d'entrer à Gao tant que les jeunes sont armés

208 Entretien collectif avec les chefs de quartiers de Gao, novembre 2017

209 Entretien individuel avec le président de l'autorité intérimaire régionale, Gao, décembre 2017

Il ressort de cette recherche qu'il existe une réelle crainte d'une frustration à large échelle des jeunes qui ne pourront pas faire partie du processus.²¹⁰

210 Atelier organisé par l'IMRAP autour de ces enjeux, réunissant les structures techniques de l'Etat en charge de l'emploi et la CNDDR. Cet atelier a aussi permis de mettre en évidence l'impossibilité juridique- à moins d'une modification législative et réglementaire avant la phase opérationnelle du DDR- pour les structures techniques du MEFP comme l'APEJ ou l'ANPE de pouvoir prendre en charge des postes d'emploi dans le cadre du DDR. Ce qui contribue davantage à alimenter les inquiétudes autour du lien supposé entre DDR et emploi des jeunes.

Le retour des autorités étatiques à Gao après la crise a donc engendré une série de changements au niveau des différentes structures de pouvoir et gouvernance qui s'étaient créées pendant l'occupation. Ces changements et déséquilibres ont généré des nouvelles tensions à Gao mais ont aussi mis à la lumière une capacité de résilience des habitants de la région, face à un contexte sécuritaire volatile. La période

post-crise, comme analysé le long de ce rapport, a été semée de différentes sources de tensions et conflits multidimensionnels et multiformes dans la région. Cependant, il ressort aussi des consultations qu'il existe une volonté d'engagement de la part de la population de Gao pour le retour de la paix, de la confiance entre autorités et populations et de la cohésion sociale.

RECOMMANDATIONS ET BONNES PRATIQUES

Recommandations et bonnes pratiques

Les présentes recommandations cherchent à guider les acteurs œuvrant dans la région de Gao vers des pistes de solutions concrètes qui répondent aux préoccupations des personnes consultées lors du processus. En plus des recommandations ci-dessous énumérées, des bonnes pratiques, basées sur l'expérience de terrain de l'IMRAP et Interpeace à Gao, sont aussi présentées comme sources d'inspiration. Par conséquent, certaines recommandations sont déjà en cours de réalisation pendant que d'autres attendent leur transformation du stade de conception en action. Ces recommandations ne prétendent donc pas répondre à chaque question identifiée dans ce rapport mais veulent mettre en avant les initiatives évoquées par les populations de la région de Gao, et dignes de soutien.

Ces recommandations s'adressent aux acteurs qui œuvrent dans la région de Gao dans le cadre du processus de paix. Elles s'adressent particulièrement aux acteurs qui sont à la recherche d'actions concrètes à accompagner ou à réaliser. Ceux-ci incluent mais ne se limitent pas aux différents autorités nationales et locales, les mouvements armés, les corps des FDS et les partenaires techniques et financiers. Elles s'adressent aussi aux communautés de la région.

Ces acteurs sont ci-dessous représentés sous forme visuelle, de cette manière :



FDS



OSC



Etat



Partenaires
techniques
et financiers



Communautés
de la région
de Gao



MINUSMA

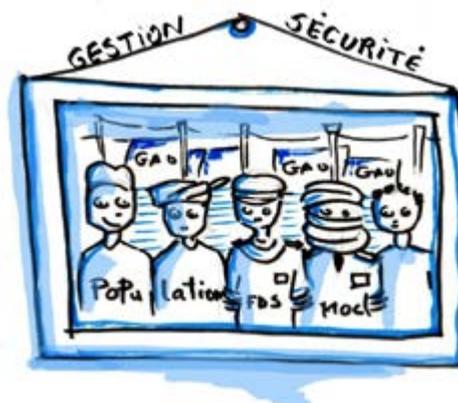


Mouvements
Armés



MOC

Pour une gestion concertée de la sécurité



Adapter les mécanismes de gestion de la sécurité au contexte local : créer un cadre de gestion concertée de la sécurité plus inclusif et adapté au contexte local



La stratégie globale développée par l'Etat malien pour faire face à la situation sécuritaire dans la région de Gao semble inexistante aux yeux des populations locales. Le peu de mécanismes mis en place (réunions hebdomadaires de la commission de sécurité regroupant le Gouverneur et des membres de la défense, de la police et de la gendarmerie) n'arrive pas à faire face aux dynamiques (in)sécuritaires actuelles selon les populations consultées. En réponse au manque de cadre formel inclusif, les populations locales et les acteurs de la défense et de la sécurité (MOC et FDS, de la justice en particulier) proposent de créer un cadre de gestion concertée de la sécurité entre FDS, MOC, mouvements armés et population civile et ce, de manière périodique. En premier lieu, il serait bien de mettre en place un cadre de concertation pour comprendre les attentes et préoccupations de chacun, facilité par les autorités en charge de la sécurisation, avec l'appui des OSC.



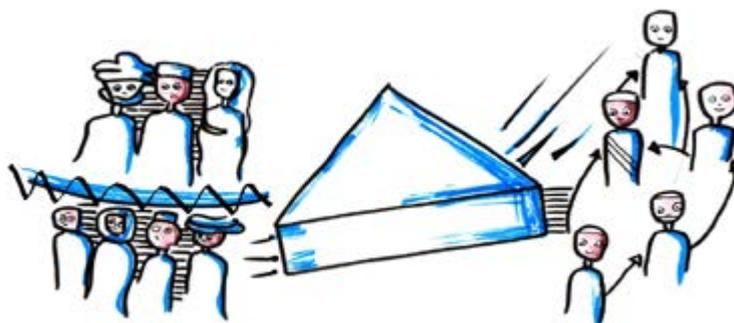
Ce type de rencontre permettrait, en effet, aux acteurs actifs du secteur de la sécurité de se tenir informés entre eux de la situation sécuritaire et de gérer les problèmes pour trouver ensemble des solutions adaptées aux dynamiques locales de sécurisations communautaires. Ce cadre pourrait également servir de levier pour la mise en place des Comités Consultatifs Locaux de Sécurité (CCLS) prévus dans l'Accord pour la paix issu du processus d'Alger.



Cette recommandation avait déjà découlé d'une précédente recherche participative menée par l'IMRAP et Interpeace au niveau national²¹¹ - elle s'avère encore d'actualité aujourd'hui et particulièrement dans la région de Gao.

²¹¹ Interpeace et IMRAP « Autoportrait du Mali, les obstacles à la paix »

Pour une cohésion sociale accrue



Déconstruire le prisme communautaire pour le retour de la cohésion sociale

De l'avis de plusieurs participants à cette recherche participative, l'Etat malien pratiquerait une politique de « deux poids, deux mesures » à l'égard des communautés de Gao. Ce qui aurait pour conséquence de créer une situation d'injustice sociale dont les conséquences sont néfastes pour la paix et la réconciliation. Les frustrations qu'engendrent ces traitements inégalitaires sont à la base de replis identitaires et contribuent à la crispation des relations communautaires. Afin de mettre un terme à cette spirale communautariste, il est nécessaire de :

Encourager la création d'espaces de dialogue inclusifs et participatifs intercommunautaires et entre communautés et autorités

Ces espaces de dialogue qui rassemblent les populations, jeunes et femmes en particulier, de toutes communautés (sédentaires et nomades), mais aussi élus et administrations permettent aux participants d'exprimer librement les griefs qu'ils ont les uns envers les autres mais plus encore de renforcer la cohésion sociale et de développer ensemble des initiatives communautaires conjointes. Ces espaces aideront les communautés à se connaître et déconstruire les amalgames et préjugés, ainsi contribuant au retour d'une cohésion sociale à Gao.

La participation des acteurs dits « sans voix », notamment ceux qui sont dans les campagnes ou les zones moins accessibles (ceux qui ont déserté le MOC ou les femmes nomades dans et à l'extérieur de Gao ville), est essentielle pour assurer une plus grande inclusivité. De telles rencontres organisées lors de ce processus ont déjà prouvé leur efficacité.

Bonne pratique : suite aux focus groupes organisés par l'IMRAP et Interpeace, les populations, le MOC, les jeunes et les chefs des neuf quartiers de Gao ont proposé, écrit et mis en œuvre trois projets communautaires. Les participants, dont certains se rencontraient dans un même espace pour la première fois, ont pu ouvertement évoquer les dynamiques conflictuelles à Gao, réfléchir ensemble à la nécessité du dialogue



comme mode de régulation des conflits mais surtout proposer des solutions conjointes aux tensions intercommunautaires. Parmi celles-ci, la création d'une boulangerie moderne pour promouvoir le brassage entre les communautés. Pour les jeunes nomades et sédentaires, celle-ci va leur permettre de continuer le dialogue initié par le projet communautaire mais aussi de montrer qu'ils sont capables de travailler ensemble et de gérer conjointement une activité économique génératrice de revenu.

Soutenir l'organisation, par le Tribunal de grande instance de Gao, de fora d'information et de sensibilisation sur la justice entre les acteurs de la justice et les justiciables



Ceci visera à assurer une meilleure compréhension des rôles et responsabilités de chaque acteur et une meilleure connaissance des rouages du système judiciaire. L'organisation effective de tels fora à Gao et dans les chefs-lieux de la région serait la première étape pour cela. Par la suite, des fora pourraient être organisés au niveau plus local.



Les populations de tous les bords reprochent aux acteurs de la chaîne judiciaire de ne pas être équitables dans leur jugement. Pour les uns, celle-ci favoriserait la minorité ou les plus puissants au détriment de la majorité. Pour les autres, c'est le contraire. À titre d'exemple, beaucoup de personnes n'ont pas conscience qu'il n'existe pas de pôle judiciaire spécialisé pour les actes terroristes à Gao et que seul le parquet de la commune VI du district de Bamako est habilité à connaître des jugements de ce type de crimes. Or, lorsqu'un bandit présumé est libéré dans la capitale, les populations accusent les juges de Gao d'avoir pris parti en sa faveur.



Ce type de rencontre permettrait donc une compréhension mutuelle et ainsi rétablir progressivement la confiance ébranlée entre les populations et leur système judiciaire. En outre, la mise sur pied de campagnes de sensibilisation (conférences-débats à la radio locale avec des participants des corps de la police, de la gendarmerie et du système judiciaire d'un côté et des populations locales de l'autre) pour dénoncer et arrêter les bandits sans indexation communautaire et ainsi assurer une justice impartiale pour tous, est également à encourager.



Organiser une rencontre d'entente régionale entre les femmes des trois cercles d'Ansongo, de Bourem et de Gao pour un renforcement de confiance entre elles



Ce processus de recherche et ceux menés précédemment par l'IMRAP et Interpeace ont mis en exergue un manque de confiance entre femmes sédentaires et femmes nomades. Contribuer au renforcement de la confiance entre ces femmes constitue une porte d'entrée pour atténuer les dynamiques conflictuelles entre les communautés et progressivement réduire l'insécurité à Gao et au-delà. Malgré la crise et en dépit de la persistance des tensions, certaines d'entre elles ont su dépasser les clivages pour collaborer et renforcer le tissu social largement effrité.²¹²



Des initiatives menées par des associations féminines pour promouvoir le vivre-ensemble ont pu voir le jour suite à une prise de conscience d'une poignée de femmes



²¹² Interpeace et IMRAP, « D'un coup d'essai, un véritable coup de maître » : Participation des femmes dans les forces de défense et de sécurité au Mali : un vecteur de confiance, octobre 2018, Annexe 3 : Au-delà des préjugés : femmes, actrices de changement : Bonnes pratiques et recommandations

leaders nomades et sédentaires issues de différentes catégories socio-professionnelles de la nécessité de se mettre ensemble afin d'initier des actions dans le sens de la cohésion sociale, la réconciliation et la paix entre les communautés. L'organisation d'une rencontre entre les femmes des communautés nomades et sédentaires serait l'occasion pour elles d'échanger sur les différents défis auxquelles elles font face, de parvenir à se connaître et de définir un plan d'action collectif : cette rencontre devrait être soutenue et facilitée par les autorités présentes avec l'appui des OSC locales et les PTF à Gao.

Ce type d'action, qui passe également par l'engagement des femmes à tous les niveaux du processus de réconciliation, se doit d'être encouragé et appuyé financièrement et techniquement car il constitue un gage de paix et du retour de la sécurité à Gao. Les PTF, la MINUSMA et l'Etat ont un rôle important à jouer pour assurer l'inclusion et la participation des femmes dans la gestion de la crise – qui passe aussi par le renforcement des relations intercommunautaires.

Valoriser le rôle des chefs traditionnels des trois cercles d'Ansongo, de Bourem et de Gao dans la restauration de la confiance entre communautés

Lors cette recherche, certains participants ont mis en avant l'importance du rôle que les autorités traditionnelles pouvaient jouer dans la restauration de la confiance entre les communautés.

Les chefs traditionnels souhaitent être plus impliqués dans la facilitation du retour de l'Etat dans certaines zones moins accessibles de la région de Gao, et les acteurs œuvrant à Gao se doivent de valoriser et exploiter le rôle pacificateur de ces acteurs. Un premier pas serait, de l'avis des autorités traditionnelles consultées, l'organisation d'un atelier de sensibilisation et de dialogue intercommunautaire entre 100 chefs traditionnels, représentatives et légitimes des trois cercles. L'organisation d'une telle rencontre, facilitée par les autorités elles-mêmes et appuyée par les OSC et communautés de la région, permettrait de créer un cadre de dialogue entre eux afin qu'ils puissent d'une part établir un état des lieux de la confiance entre les communautés et d'autre part, réfléchir ensemble sur le rôle qu'ils pourraient jouer dans la résolution des conflits intercommunautaires et dans la relation entre les communautés et l'Etat. La restitution de leurs travaux devant les autorités administratives et les FDS de Gao contribuerait à la mise sur pied d'un dialogue plus large pour le futur.





Organiser des séances de dialogue communautaires pour lutter contre la stigmatisation entre jeunes combattants du MOC, nomades en particulier, et jeunes sédentaires de la ville de Gao



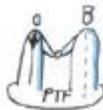
Le MOC étant le miroir de la composition de la population de Gao, des initiatives de dialogue entre le MOC et les jeunes civils ont le potentiel de renforcer les liens entre les membres des communautés elles-mêmes. Ce genre d'initiative s'est révélé être un outil efficace dans la lutte contre la stigmatisation des communautés à Gao.



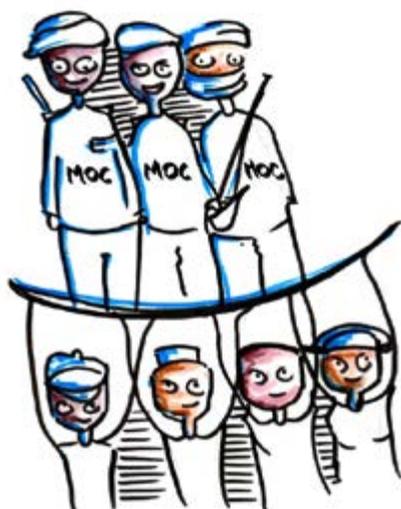
Instaurer un cadre d'échange constructif entre les combattants du MOC (nomades et sédentaires) et leurs frères civils leur permet, en effet, d'échanger librement sur les causes de l'insécurité dans la ville de Gao et d'élaborer ensemble des pistes pour répondre à cette problématique grandissante.



Bonne pratique : une de ces rencontres a permis la matérialisation d'une salle de gymnastique civilo-militaire, équipée et opérationnelle à Gao grâce au MOC, à la Direction régionale de la jeunesse et l'autorité intérimaire régionale avec le soutien de la jeunesse nomade et sédentaire et avec l'accompagnement de l'IMRAP et d'Interpeace.



Pour rétablir la confiance entre le MOC et les populations



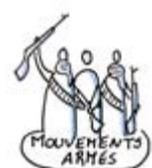
Appuyer la mise en œuvre du MOC à travers des actions ciblées.

Il ressort des consultations qu'il existe un réel déficit de confiance dû à un manque de communication et de compréhension entre les populations et le MOC. Afin de remédier à cette problématique, il est nécessaire de :

- **Institutionnaliser le dialogue civilo-militaire entre les populations et le MOC** : ceci sera fait en multipliant les campagnes de sensibilisation et d'information auprès des groupes cibles concernés à travers des activités citoyennes ou des journées portes-ouvertes.

Bonne pratique : à la suite d'une rencontre initiée par l'IMRAP et Interpeace entre la population civile et le MOC, les participants, composés notamment des chefs de quartier de la ville de Gao, ont mis en exergue la nécessité de faire davantage connaître les patrouilles mixtes auprès des populations. D'un commun accord, le MOC et la coordination des chefs de quartier ont décidé de travailler dans les neuf quartiers de la commune de Gao pour une meilleure diffusion de l'information sur les patrouilles mixtes. Un autre exemple se trouve dans la projection télévisée de trois messages de sensibilisation sur la mission du MOC, les opportunités liées à son acceptation par les populations et l'esprit de cohésion en son sein. La réalisation de ces messages a été possible grâce à la collaboration de plusieurs structures et autorités (coordinateur du MOC, autorités administratives, élus, autorités intérimaires), des populations ainsi que des forces étrangères, MINUSMA et Barkhane.

- **Adapter la capacité du MOC aux besoins du terrain**, notamment à travers le redémarrage et l'intensification des patrouilles mixtes dans et hors de la ville de Gao.²¹³ À cet égard, les populations et le MOC ont exprimé leur souhait de doter



213 Avec le démarrage du processus DDR, cette démarche est encore plus d'actualité.

les patrouilles mixtes de moyens adéquats afin que ses éléments soient en mesure d'assurer l'exécution de leur mission.

- **Construire les bâtiments et locaux affectés aux casernes militaires loin des zones urbaines** afin de ne pas exposer les populations aux risques liés à la présence de forces armées (attaques, balles perdues, etc.).

Pour la mise en œuvre effective de l'Accord pour la paix à Gao

Clarifier le champ des possibles du processus du DDR pour prévenir les frustrations



Au cours des consultations, les populations de Gao ont maintes fois réitéré leur désir de voir le processus du DDR s'accélérer. Les bénéfices anticipés de celui-ci sont aujourd'hui au cœur de la conflictualité présente et future dans la ville de Gao. Le DDR et l'optique de rente qui y est rattachée fait office, au-delà de la reconnaissance par l'Etat des efforts fournis par les jeunes des mouvements de résistance, de ressources économiques.



Le processus du DDR doit d'une part rapidement s'atteler à travailler avec les combattants de la base et les populations des régions afin de comprendre leurs besoins en lien avec le DDR, clarifier le champ des possibles et réduire les attentes de manière réaliste. L'Etat et la MINUSMA, en charge du processus, devraient organiser des ateliers d'échanges avec la jeunesse de Gao, surtout ceux ayant déposé leurs armes ou des mouvements armés, pour mieux s'acquiescer des attentes des uns et des autres et prévenir des frustrations futures.

D'autre part, les populations consultées ont également souligné l'importance que l'Etat puisse garantir une certaine forme de contrepartie au désarmement et à la sécurité des désarmés. À cet égard, la synergie d'action et la multiplication de cadres de concertation, notamment à travers la mise sur pied de comités de pilotage entre les structures de l'emploi et la Commission nationale du DDR est une nécessité pour assurer la réussite de la phase de réinsertion.

Faire de la mise en œuvre de l'Accord pour la paix une opportunité de transformation sociale



Il est essentiel d'encourager les structures de mise en œuvre de l'Accord pour la paix à consulter davantage les populations à la base qui ne sont pas satisfaites de leur travail.

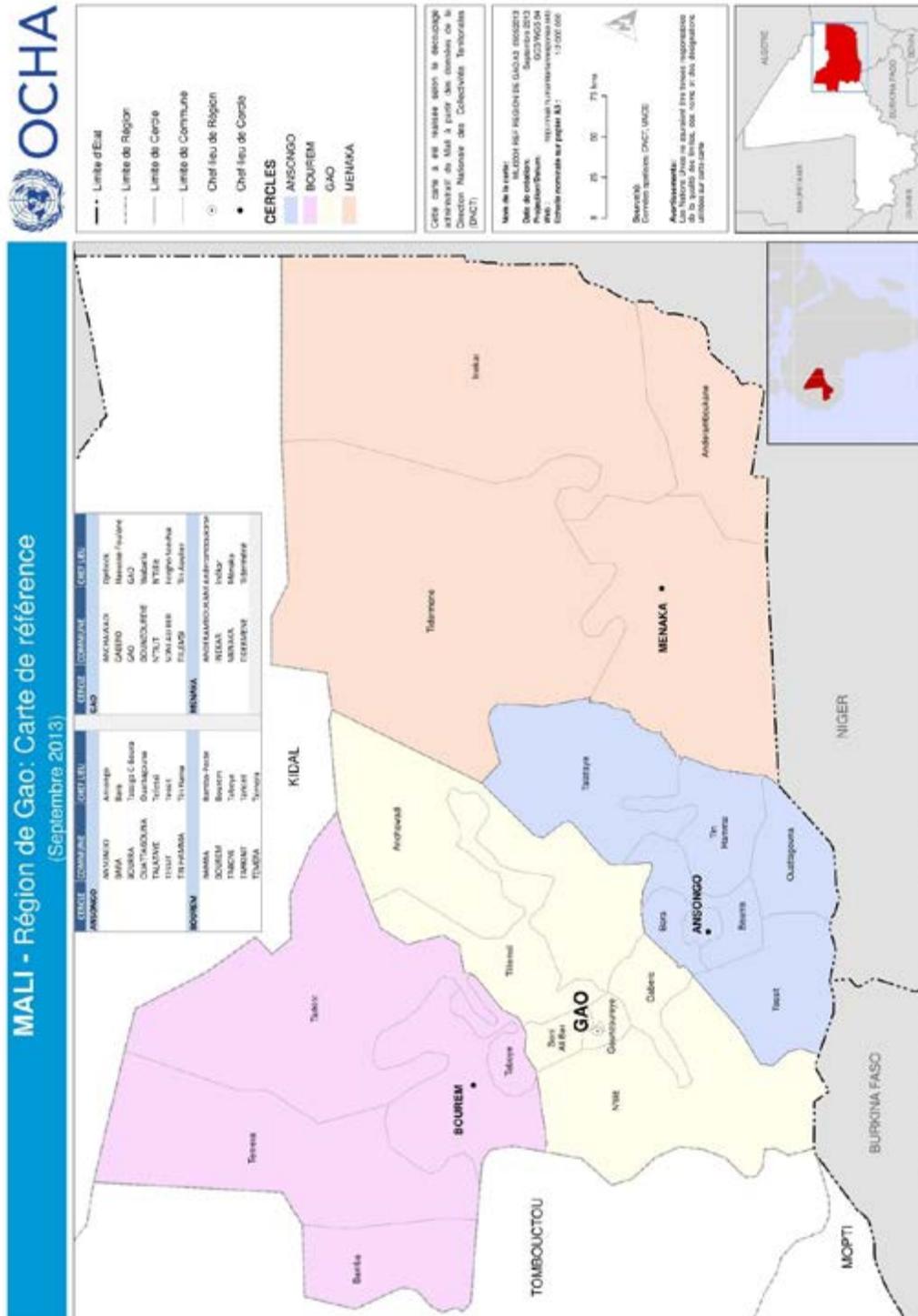
Des populations consultées ont exprimé leur mécontentement au regard de la mise en œuvre de l'Accord pour la paix issu du processus d'Alger. Le processus formel actuel se cantonne, en effet, aux mouvements armés et à leur leadership officiel. L'implication des autorités et acteurs officiels, quant à elle, devrait être faite de sorte à créer et/ou renforcer la redevabilité de ces derniers envers les populations. Un tel processus présente l'opportunité de faire de la mise en œuvre de l'Accord pour la paix non pas uniquement un outil visant une stabilisation à court terme, mais bien une réelle opportunité de transformation sociale et de consolidation de la paix à long terme.

L'Etat ainsi que les mouvements signataires de l'Accord devraient donc collaborer pour la mise en place d'un système de concertation des structures de mise en œuvre de l'Accord, y inclus les autorités intérimaires, avec les populations concernées pour assurer une meilleure communication entre les deux et la redevabilité des structures. Des rencontres régulières devraient avoir lieu dans les chefs-lieux de la région pour la facilitation de débats autour de l'avancement de la mise en œuvre de l'Accord et les obstacles auxquels les autorités et populations font face. Ces rencontres, entre Etat, mouvements et populations, pourraient être facilitées par des OSCs nationales ou locales, et appuyées par les PTF. La forte implication des acteurs de la société civile, y compris les femmes, les jeunes et les médias sera nécessaire pour assurer la durabilité de ce cadre de concertation et collaboration.



ANNEXES

Annexe 2 : Carte de la Région de Gao²¹⁵



215 NB : cette version de la carte de la région de Gao ne prend pas en compte le dernier découpage des régions, qui a fait de Ménaka une région, et non plus un cercle de la région de Gao.

Annexe 3 : Consultations

Répartition des participants par genre

Genre	Nombre	%
Femme	143	18%
Homme	645	82%
Total	788	100%

Répartition des participants par tranche d'âge

Tranches d'âge	Nombre	%
65 ou plus	47	6%
50-64	107	14%
35-49	280	36%
25-34	264	34%
Moins de 25	90	11%
Total	788	100%

Liste des focus groupes

Année	Mois	Date	Lieu	Type de focus groupe	Nombre
2017	Juin	17	Gao	Homogène mouvements de résistance	13
		18	Gao	Hétérogène civils	24
		18	Gao	Homogène Chef Arma et conseillers	12
		19	Gao	Hétérogène civils	12
		20	Gao	Hétérogène civils	11
	Juillet	15	Gao	Homogène Sonrhâï	19
		16	Gao	Hétérogène Arabe-Touareg	20
		20	Gao	Officiers MOC	20
		20	Gao	Communauté Yarouba	11
	Août	13	Gao	Hétérogène communes	20
		13	Gao	Homogène femmes Arabes	12
		13	Gao	Homogène femmes Tamasheq	11
		14	Gao	Homogène radios	11
		16	Gao	Officiers MOC	20
		17	Gao	Hétérogène OSC et ONG	16
	Octobre	1	Gao	Hétérogène rural	10
		2	Gao	Hétérogène MOC/notabilités	25
		8	Gao	Hétérogène rural	9
		11	Gao	Hétérogène MOC/Jeunes	27
		20	Gao	Homogène Plateforme	10
		28	Gao	Homogène notabilités	11
		29	Gao	Homogène OSCs	11
		Novembre	1	Gao	Homogène MOC
	Janvier	9	Gao	Hétérogène FDS	14
		10	Gao	Hétérogène jeunes nomades ruraux et urbains	15
		11	Gao	Hétérogène OSC	10
		12	Gao	Hétérogène Djébock/Anchawadji	8
		13	Gao	Homogène MOC	12
		14	Gao	Hétérogène MOC/Radio	22
18		Gao	Homogène Conseil Consultatif	12	
Février	21	Gao	Hétérogène jeunes sédentaires et nomades	19	
	21	Gao	Hétérogène femmes sédentaires et nomades	18	
	22	Gao	Hétérogène FDS/populations	23	
	23	Gao	Homogène nomades	5	
	26	Gao	Hétérogène populations	21	
Mars	27	Gao	Homogène jeunes femmes sédentaires	16	
	3	Gao	Atelier DDR/STE/OSC	53	
Mai	5	Gao	Atelier DDR-AI	63	
	30-31	Gao	Atelier FDS/MOC/Justice/population	56	
Septembre	24-25	Gao	Restitution régionale	71	
Total					788

Bibliographie

ABDOURHAMANE DICKO, « La stabilité du Mali, tributaire du succès de la réforme du secteur de la sécurité. Cas de la ville de Gao », Friedrich Ebert Stiftung Mali, Policy Paper, août 2017

Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, 2015. Disponible sur <https://photos.state.gov/libraries/mali/328671/peace-accord-translations/1-accord-paix-et-reconciliation-francais.pdf>

Conseil consultatif de l'autorité intérimaire régionale, Gao, avril 2018

FAD SEYDOU, « la monographie de la région de Gao », Friedrich-Ebert-Stiftung Mali, 2016

FRIEDRICH EBERT STIFTUNG, « Mali-mètre, enquête d'opinion "Que pensent les maliens(ne)s" », n°9 du 10 au 30 novembre 2017, bureau de Bamako

Interpeace, IMRAP et Indigo, « 'Je marche avec les garçons' Trajectoires des jeunes vers la violence, miroir des dynamiques de genre à l'échelle de leur société ? Une analyse locale des rôles de genre et des pressions sociales en Côte d'Ivoire et au Mali », novembre 2017

Interpeace et IMRAP « Au-delà des préjugés : femmes, actrices de changement : Bonnes pratiques et recommandations », septembre 2018

Interpeace et IMRAP, « Autoportrait du Mali, les obstacles à la paix », Mars 2015

Interpeace et IMRAP, « 'D'un coup d'essai, un véritable coup de maître' : Participation des femmes dans les forces de défense et de sécurité au Mali : un vecteur de confiance », octobre 2018

Interpeace et IMRAP, « Mutation des valeurs sociétales : diagnostic et solutions pour une paix durable au Mali », juin 2016

Interpeace et IMRAP, « Portraits Croisés, Analyse locale des dynamiques de conflit et de résilience dans la zone de Koro-Bankass », juin 2017

Interpeace et IMRAP, « Renforcement de la confiance entre les populations civiles et les forces de défense et de sécurité : diagnostic et solutions pour une paix durable au Mali », juin 2016

NAFFET KEITA, « L'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger : entre euphorie ou doute, la paix en signe de traces ! », nouvelles approches de sécurité collective, Friedrich Ebert Stiftung Mali, 2018

Union Africaine, « Concept stratégique pour la résolution des crises que connaît le Mali » Département Paix et Sécurité, disponible via le lien suivant : <http://www.peaceau.org/uploads/cps.concept.strategique.pdf>



Institut Malien de Recherche Action pour la Paix
Badalabougou Est, Avenue de l'OUA,
Rue 27, porte 357,
Bamako, Mali
Tél. : +223 20 22 18 48
info@imrap-mali.org



Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest
Villa n° 43, Cité Les Lauriers 5, Deux Plateaux
06 BP 2100 Abidjan
Côte d'Ivoire
Tél : +225 22 42 33 41
wao@interpeace.org
www.interpeace.org



Programme pour la stabilisation et les opérations de paix
(PSOPs)
Affaires mondiales Canada
Gouvernement du Canada
125, promenade Sussex
Ottawa, ON, K1A 0G2
Tél. : +1 343-203-2888



En partenariat avec les Nations Unies

ISBN 978-2-901934-01-1



9 782901 934011